

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3888

[2008/203845]

18 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant le statut des gouverneurs de province

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, tel que modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, deuxième partie : la supracommunalité, titre II : les provinces, notamment l'article L2212-51, deuxième alinéa;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 9 octobre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 septembre 2008;

Vu l'avis n° 44.148/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux gouverneurs de province, dénommés ci-après "gouverneur".

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par le Ministre : le membre du Gouvernement wallon qui a les Affaires intérieures dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Nomination*

**Art. 3.** Les candidats à la fonction de gouverneur doivent réunir les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être Belge;

2<sup>o</sup> jouir des droits civils et politiques;

3<sup>o</sup> satisfaire aux lois sur la milice et aux lois sur l'objection de conscience;

4<sup>o</sup> être de conduite irréprochable;

5<sup>o</sup> avoir acquis une expérience démontrant une connaissance élargie des institutions fédérales, communautaires, régionales, provinciales et communales.

**Art. 4.** Le gouverneur est nommé par arrêté motivé du Gouvernement wallon, sur avis conforme du Conseil des Ministres. Avant sa prise de fonction, le gouverneur prête le serment suivant entre les mains du Ministre-Président du Gouvernement wallon : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge".

CHAPITRE III. — *Droits et devoirs déontologiques*

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le gouverneur est tenu de respecter les lois, décrets et règlements en vigueur ainsi que les procédures et directives du Gouvernement.

Il remplit ses fonctions avec loyauté, conscience et intégrité sous l'autorité hiérarchique du Ministre.

Dans son travail quotidien, il tient compte de la charte de bonne conduite administrative figurant à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

§ 2. Le gouverneur agit avec compréhension et sans aucune discrimination. Il garantit aux usagers l'égalité de traitement sans distinction fondée notamment sur la nationalité, le sexe, l'origine sociale ou ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

§ 3. Le gouverneur évite, en dehors de l'exercice de ses fonctions, tout comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans sa fonction.

§ 4. Il ne peut solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

§ 5. Le gouverneur exerce ses fonctions indépendamment de toute influence extérieure et n'obéit à aucun intérêt personnel.

§ 6. Le gouverneur ne peut accepter aucun mandat, exécutif ou non, rémunéré sans l'accord préalable du Ministre des Affaires intérieures. En aucun cas, le montant des indemnités, traitements et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en rétribution des activités exercées par le gouverneur en dehors de sa fonction de gouverneur, ne peut excéder la moitié du montant de l'indemnité parlementaire liée au mandat de sénateur.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction, d'un mandat dérivé ou d'une charge publics d'ordre politique.

L'accord, ou le désaccord, est notifié par simple courrier, motivé.

Le Gouvernement prend notamment en considération l'utilité et l'honorabilité du mandat, ainsi que la charge de travail et la rémunération qui y sont liées.

La fonction de gouverneur ne peut être cumulée avec plus de deux mandats exécutifs rémunérés.

§ 7. Le gouverneur ne peut accepter aucun mandat exécutif ou non, non rémunéré, sans en avoir informé au préalable le Ministre des Affaires intérieures.

§ 8. Il est interdit aux gouverneurs de prendre, directement ou indirectement une part quelconque dans tout marché de travaux, de fournitures ou de services, fait ou à faire dans l'arrondissement, la province ou pour le compte de la Région ou de l'Etat ou d'une administration publique.

**Art. 6.** Le gouverneur jouit de la liberté d'expression à l'égard des faits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Il lui est uniquement interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de la Région, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen, et notamment au droit au respect de la vie privée; cette interdiction vaut également pour les faits qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas été prise.

Ces dispositions s'appliquent également au gouverneur qui a cessé ses fonctions.

Le gouverneur a le droit de consulter son dossier personnel et d'en obtenir une copie gratuite.

#### CHAPITRE IV. — Missions

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Outre les compétences lui attribuées par les décrets et les arrêtés, le gouverneur peut se voir confier d'autres missions par le Gouvernement wallon.

A chaque attribution de mission particulière, le Gouvernement wallon précise, dans une lettre de mission, les objectifs à atteindre.

§ 2. Le 31 mars au plus tard, le gouverneur adresse au Gouvernement wallon le bilan de l'exercice de ses missions durant l'année civile écoulée.

§ 3. Pour exercer ses compétences et missions, le gouverneur s'appuie sur les services compétents du Gouvernement wallon. Les relations entre les gouverneurs et les services du Gouvernement wallon sont modalisées dans un protocole d'accord fonctionnel qui respecte l'annexe I<sup>re</sup> du Code de la Fonction publique. Un secrétariat est mis à la disposition du gouverneur.

**Art. 8.** En vue d'assurer une parfaite cohésion d'action sur tout le territoire, il est institué un Comité stratégique du Gouvernorat wallon, composé des gouverneurs de provinces, ainsi que des représentants du Ministre.

Le Comité se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Le Ministre, ou son délégué, fixe l'ordre du jour et préside les séances.

La DGO5 du Service public de Wallonie en assume le secrétariat.

#### CHAPITRE V. — Positions administratives et congés

##### TITRE I<sup>er</sup>. — Les positions administratives

**Art. 9.** Le gouverneur se trouve, à tout moment, dans une des positions administratives suivantes :

1<sup>o</sup> activité de service;

2<sup>o</sup> non-activité;

3<sup>o</sup> disponibilité.

**Art. 10.** Pour la détermination de sa position administrative, le gouverneur est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant, soit de plein droit, soit sur décision du Ministre, en position de non-activité.

**Art. 11.** Il est réputé accomplir des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui donne droit à son traitement d'activité.

**Art. 12.** Sauf disposition contraire, le gouverneur qui est dans la position d'activité de service a droit au traitement.

**Art. 13.** Sauf disposition contraire, le gouverneur qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement. Il ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

**Art. 14.** Le gouverneur qui s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé se trouve de plein droit en non-activité.

**Art. 15.** Le gouverneur peut être mis en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité.

Il reçoit un traitement d'attente fixé à 60 % de son traitement.

La mise en disponibilité ne peut excéder six mois. Au-delà de cette période, le gouverneur est mis d'office en position de non-activité.

##### TITRE II. — Les congés

###### Section 1<sup>re</sup>. — Disposition commune aux divers types de congés

**Art. 16.** Préalablement à la prise de tout congé de plus de 5 jours ouvrables, le gouverneur en informe le Ministre et lui précise en même temps qui le remplacera. Il en est de même lorsque le gouverneur quitte le territoire pour l'accomplissement d'une mission.

###### Section 2. — Congé annuel de vacances et jours fériés

**Art. 17.** Le gouverneur a droit à un congé annuel de vacances dont la durée est fixée à 30 jours ouvrables.

Il jouit d'un congé annuel de vacances supplémentaire dont la durée est fixée comme suit selon l'âge :

1<sup>o</sup> à soixante ans : un jour ouvrable;

2<sup>o</sup> à soixante et un ans : deux jours ouvrables;

3<sup>o</sup> à soixante-deux ans : trois jours ouvrables;

4<sup>o</sup> à soixante-trois ans : quatre jours ouvrables;

5<sup>o</sup> à soixante-quatre ans : cinq jours ouvrables.

**Art. 18.** Le congé annuel de vacances est assimilé à une période d'activité de service. Il est pris au choix du gouverneur dans les limites des nécessités du service.

La moitié des jours de congé annuel de vacances peut être reportée jusqu'au 31 décembre de l'année suivante. Si les nécessités de service l'exigent, le Ministre peut autoriser le report d'un nombre de jours de congé annuel plus élevé sans toutefois dépasser le nombre de jours de congé annuel dont bénéficie le gouverneur.

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Toute période d'activité de service donne droit au congé annuel de vacances.

Le congé annuel de vacances est toutefois réduit à due concurrence lorsque le gouverneur entre en service dans le courant de l'année, démissionne de ses fonctions, a obtenu au cours de l'année l'un des congés ou a été absent pour l'une des causes suivantes :

1<sup>o</sup> le congé pour soins palliatifs;

- 2° les absences pendant lesquelles il est placé dans la position administrative de non-activité;
- 3° les congés pour prestations réduites, à l'exception des congés pour prestations réduites pour maladie.

Si le nombre de jours de congé ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

§ 2. Si, par suite des nécessités du service, le gouverneur n'a pu prendre tout ou partie de son congé annuel de vacances avant la cessation définitive de ses fonctions, il bénéficie d'une allocation compensatoire dont le montant est égal à son dernier traitement d'activité afférent aux jours de congé non pris.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes.

§ 3. Le congé annuel de vacances est suspendu dès que le gouverneur obtient un congé de maladie.

§ 4. Le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable au congé annuel de vacances supplémentaire visé à l'article 17, alinéa 2.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le gouverneur est en congé les jours énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés ainsi que le 27 septembre, le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. Le gouverneur qui en raison, des nécessités du service, est obligé de travailler l'un des jours mentionnés au § 1<sup>er</sup> obtient un congé de récupération qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 3. Lorsqu'un jour de congé visé au § 1<sup>er</sup> coïncide avec un samedi ou un dimanche, le gouverneur obtient un jour de congé de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Le gouverneur qui en raison des nécessités du service est obligé de travailler à cette date obtient un congé de récupération qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 4. Les congés visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont assimilés à une période d'activité de service.

Toutefois, si le gouverneur est en congé un des jours visés au § 1<sup>er</sup> pour un autre motif ou s'il est en non-activité, sa position administrative reste fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

#### Section 3. — Congés de circonstances

**Art. 21.** Pour l'application du présent article, est assimilée au conjoint la personne de l'un ou de l'autre sexe qui cohabite avec le gouverneur.

Des congés de circonstances sont accordés dans des limites fixées ci-après :

1° le mariage du gouverneur : quatre jours ouvrables;

2° le mariage d'un enfant du gouverneur : deux jours ouvrables;

3° le mariage :

a) d'un enfant du conjoint du gouverneur;

b) d'un frère ou d'une sœur;

c) d'un beau-frère ou d'une belle-sœur;

d) du père ou de la mère;

e) du beau-père ou de la belle-mère,

f) du mari de la mère ou de la femme du père;

g) d'un petit-fils ou d'une petite-fille;

h) d'un grand-père ou d'une grand-mère : un jour ouvrable;

4° le décès :

a) du conjoint du gouverneur;

b) d'un parent ou allié au premier degré du gouverneur;

c) d'un parent ou allié au premier degré de la personne de l'un ou l'autre sexe qui cohabite avec le gouverneur : quatre jours ouvrables;

5° le décès d'un parent ou allié du gouverneur au-delà du premier degré, habitant sous le même toit : deux jours ouvrables;

6° le décès du beau-frère ou de la belle-sœur du conjoint du gouverneur, habitant sous le même toit : deux jours ouvrables;

7° le décès d'un parent ou allié du gouverneur, au deuxième ou troisième degré, n'habitant pas sous le même toit : un jour ouvrable;

8° le décès du beau-frère ou de la belle-sœur du conjoint du gouverneur, n'habitant pas sous le même toit : un jour ouvrable;

9° la communion solennelle ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du gouverneur ou de son conjoint : un jour ouvrable;

10° la participation à la fête de la jeunesse laïque d'un enfant du gouverneur ou de son conjoint : un jour ouvrable;

11° l'ordination ou l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du gouverneur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du gouverneur : un jour ouvrable.

Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

#### Section 4. — Congés exceptionnels

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le gouverneur obtient des congés exceptionnels pour cas de force majeure :

1° en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation survenu à une des personnes suivantes habitant sous le même toit que lui : le conjoint, la personne de l'un ou de l'autre sexe avec laquelle il cohabite, l'enfant, un parent ou un allié de la personne avec laquelle il cohabite, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;

2° en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation survenu à une des personnes suivantes n'habitant pas sous le même toit que lui : un parent ou un allié au premier degré. Un certificat médical témoigne de la nécessité de la présence du gouverneur;

3° en cas des dommages matériels graves à ses biens, tels que dégâts causés à l'habitation par un incendie ou une catastrophe naturelle;

4° en cas d'autres événements déterminés d'un commun accord entre le gouverneur et le Ministre, qui doivent être considérés comme raisons impérieuses.

§ 2. La durée des congés visés au § 1<sup>er</sup> ne peut excéder dix jours ouvrables par an, dont les quatre premiers sont rémunérés. Pour le surplus, les congés sont assimilés à des périodes d'activité de service.

#### Section 5. — Congés à but philanthropique

**Art. 23.** Le gouverneur obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus par an pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soins; il est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 24.** Le gouverneur obtient un congé pour don d'organes ou de tissus. Ce congé est accordé pour une période correspondant à la durée de l'hospitalisation et de la convalescence éventuellement requise ainsi qu'à la durée des examens médicaux préalables. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 25.** Le gouverneur obtient un congé pour don de sang, de plaquettes ou de plasma sanguin.

Le congé est d'une durée de un jour pour don de sang et de un demi jour pour don de plasma sanguin ou de plaquettes. Il est accordé le jour du don.

#### Section 6. — Protection de la maternité

**Art. 26.** Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 27.** La rémunération due pour la période pendant laquelle le gouverneur se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou dix-sept semaines en cas de grossesse multiple.

**Art. 28.** Les périodes d'absence pour maladie due à la grossesse qui se situent pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative du gouverneur.

Le présent article est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie due à la grossesse se situent pendant les huit semaines qui, en cas de naissances multiples, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

**Art. 29.** Lorsque le gouverneur a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période il se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 27, la rémunération est due.

**Art. 30.** A la demande du gouverneur, le congé de maternité est, en application de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971, prolongé après la 8<sup>e</sup> semaine, d'une période dont la durée est égale à la durée de la période au cours de laquelle elle a continué à travailler à partir de la 7<sup>e</sup> semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la 9<sup>e</sup> semaine lorsqu'une naissance multiple est attendue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite à concurrence des jours pendant lesquelles elle a travaillé pendant la période de sept jours qui précède l'accouchement.

Sont assimilés à des jours ouvrables qui peuvent être reportés jusqu'après le congé postnatal :

1° le congé annuel de vacances;

2° les jours visés à l'article 18;

3° les congés visés aux articles 19 et 20;

4° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;

5° les absences pour maladie à l'exclusion des absences pour maladie visées à l'article 28.

**Art. 31.** Le gouverneur en activité de service obtient, à sa demande, le congé nécessaire pour lui permettre de se rendre et de subir les examens médicaux prénatals.

Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 32.** Le gouverneur qui est dispensé de travail, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public, est en congé pour la durée nécessaire. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 33.** Les articles 26 à 28 s'appliquent en cas de fausse couche.

#### Section 7. — Congé de paternité

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Si la mère de l'enfant est hospitalisée ou décède, le gouverneur obtient, à sa demande, un congé de paternité de substitution en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas d'hospitalisation de la mère, il peut bénéficier du congé de paternité de substitution aux conditions suivantes :

1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;

2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité de substitution ne peut débuter avant le 7<sup>e</sup> jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

Le gouverneur qui souhaite bénéficier du congé de paternité de substitution en informe par écrit le Ministre. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 3. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité de substitution est au plus égale à la durée du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

Le gouverneur qui souhaite bénéficier du congé de paternité de substitution en informe par écrit le Ministre dans les quinze jours du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité de substitution et sa durée probable.

Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 4. Le congé de paternité de substitution est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 30, le gouverneur obtient, à sa demande, un congé de paternité d'une durée de quinze jours ouvrables en cas d'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle il vit en couple au moment de l'évènement. Ce congé doit être pris dans le mois de la naissance ou le cas échéant, de l'expiration du congé de paternité de substitution.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. Il obtient, à sa demande, un congé de paternité d'une durée de quinze jours ouvrables pour accueillir un enfant dans le cadre d'une adoption. Ce congé doit être pris dans les trente jours qui suivent l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence comme faisant partie de son ménage.

#### Section 8. — Congé d'accueil en vue de l'adoption

**Art. 36.** Le gouverneur obtient un congé d'accueil lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans son foyer en vue de son adoption.

L'accueil se prouve par une inscription aux registres de la population.

Le congé est de six semaines au plus pour un enfant accueilli de moins de trois ans et de quatre semaines au plus dans les autres cas.

Pour l'application du présent article la situation qui résulte d'une décision judiciaire de placement d'un mineur dans une famille d'accueil et la tutelle officieuse sont assimilées à l'adoption.

La durée maximale du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant est handicapé et remplit les conditions pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 portant le régime des allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

**Art. 37.** Le congé d'accueil est assimilé à une période d'activité de service.

Ce congé ne peut être cumulé avec le congé prévu à l'article 35, § 2.

#### Section 9. — Congé parental

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Le gouverneur en activité de service obtient, lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, un congé parental d'une durée de trois mois au maximum dans le cadre de l'interruption complète de la carrière professionnelle visée à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ou d'une durée de six mois dans le cadre de l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 précitée.

Lorsque le congé est pris à l'occasion de la naissance d'un enfant, il doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de quatre ans.

Lorsque le congé est pris à l'occasion de l'adoption d'un enfant, il doit être pris, avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de huit ans et dans une période de quatre ans qui court à dater de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune dans laquelle le gouverneur a sa résidence.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le congé parental visé par le présent paragraphe est accordé jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de huit ans.

§ 2. Le congé parental visé par le présent article n'est pas rémunéré; il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

#### Section 10. — Congé de maladie

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 39.** Pour l'ensemble de sa carrière, le gouverneur qui, par suite de maladie ou d'infirmité, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, peut obtenir des congés de maladie à concurrence de vingt et un jours ouvrables par douze mois d'ancienneté de service. S'il n'est pas en service depuis trente-six mois, son traitement lui est néanmoins garanti pendant cent vingt-six jours ouvrables.

Le congé de maladie est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Les vingt et un jours visés à l'article 39 sont réduits au prorata des prestations non effectuées pendant la période de douze mois considérée, lorsque au cours de ladite période le gouverneur :

1° a obtenu un congé pour soins palliatifs;

2° a été absent pour maladie, à l'exclusion des congés visés à l'article 39;

3° a été placé en non-activité en application de l'article 10 du présent arrêté.

§ 2. Si le nombre de jours de congé de maladie ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

§ 3. Seuls les jours ouvrables compris dans la période d'absence pour maladie sont comptabilisés.

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 39, le gouverneur bénéficie d'un congé accordé sans limite de temps lorsque sa maladie est provoquée par un accident du travail, par un accident survenu sur le chemin du travail ou par une maladie professionnelle.

En outre, les jours de congé accordés suite à un accident du travail, à un accident survenu sur le chemin du travail ou à une maladie professionnelle, même après la date de consolidation, ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé qu'il peut encore obtenir en vertu de l'article 39.

§ 2. Le gouverneur menacé par une maladie professionnelle ou par une grave maladie contagieuse et qui, selon des modalités fixées par le Ministre, est amené à cesser temporairement d'exercer ses fonctions est mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

**Art. 42.** Les jours de congé de maladie accordés à la suite d'un accident causé par la faute d'un tiers et autre qu'un accident visé à l'article 41 ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le gouverneur peut encore obtenir en vertu de l'article 39, à concurrence du pourcentage de responsabilité imputé au tiers et qui sert de fondement à la subrogation légale de la Région ou de l'organisme.

**Art. 43.** Pour l'application de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, le gouverneur ne peut être déclaré définitivement inapte pour maladie avant qu'il n'ait épuisé la somme de congés à laquelle lui donne droit l'article 39.

**Art. 44.** Le gouverneur absent pour maladie est soumis au contrôle médical du service désigné par le Ministre.



## Sous-section 2. — Prestations réduites pour maladie

**Art. 45.** Sont considérées comme congé les absences du gouverneur lorsqu'il effectue des prestations réduites en application des articles 46 à 49. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. L'horaire est choisi en accord avec le médecin traitant.

**Art. 46.** Le gouverneur absent pour cause de maladie peut demander au service visé à l'article 44 à être examiné en vue de reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales, sur la base d'un certificat de son médecin.

**Art. 47.** Le service visé à l'article 44 peut examiner d'initiative un gouverneur absent pour cause de maladie en vue de vérifier son aptitude à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou 80 % des prestations normales.

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Dans les hypothèses prévues aux articles 46 et 47, le médecin désigné par le service visé à l'article 44 pour examiner le gouverneur se prononce sur l'aptitude physique de ce dernier à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales.

§ 2. Le gouverneur peut introduire un recours contre la décision prévue au § 1<sup>er</sup>, selon les modalités déterminées par le Ministre.

**Art. 49.** Le gouverneur peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50%, de 60% ou de 80% des prestations normales pour une période de trente jours de calendrier au plus. Toutefois des prorogations peuvent être accordées pour une période de trente jours de calendrier au plus, si le service désigné par le Ministre estime, lors d'un nouvel examen, que son état de santé le justifie. A chaque examen, ce service décide quel est le régime de travail le mieux approprié.

## Sous-section 3. — Dispense de service pour examen de médecine préventive

**Art. 50.** Le gouverneur en activité de service obtient à sa demande une dispense de service en vue de subir un examen de dépistage du cancer, du glaucome, du diabète, du sida et des maladies cardio-vasculaires.

La dispense est accordée à concurrence d'un demi-jour par examen et par année civile.

## Section 11. — Congé pour soins palliatifs

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Le gouverneur peut interrompre sa carrière pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelable pour un mois, pour donner des soins palliatifs à une personne en vertu des articles 100*bis* et 102*bis* de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales.

Par soins palliatifs on entend toute forme d'assistance, notamment médicale, sociale, administrative et psychologique, ainsi que les soins, donnés à des personnes souffrant d'une maladie incurable et se trouvant en phase terminale.

Le gouverneur qui veut interrompre sa carrière pour ce motif en informe le Ministre, joint à cette communication le formulaire de demande dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi ainsi qu'une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne en nécessité de soins palliatifs, sans que l'identité du patient soit mentionnée.

L'interruption prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la communication précitée a été faite.

§ 2. Le gouverneur peut interrompre sa carrière en vertu des articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave, par périodes consécutives ou non d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les périodes pendant lesquelles il interrompt sa carrière ne peuvent au total excéder douze mois par patient au cours de la carrière.

Pour l'application du présent paragraphe est considéré comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le gouverneur et comme membre de la famille, tant les parents que les alliés.

Par maladie grave, il y a lieu d'entendre toute maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle celui-ci est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

Le gouverneur qui veut interrompre sa carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille qui souffre d'une maladie grave, en informe le Ministre, joint à cette communication une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou du membre de la famille gravement malade et établissant qu'il s'est déclaré disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade.

L'interruption prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la communication précitée a été faite.

**Art. 52.** Si le gouverneur n'a pas droit aux allocations d'interruption à la suite d'une décision du directeur du bureau du chômage ou s'il y renonce, l'interruption de la carrière professionnelle est convertie en non-activité.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable au gouverneur qui renonce aux allocations d'interruption parce que celles-ci, conformément aux arrêtés royaux n<sup>os</sup> 415, 416 et 418 du 16 juillet 1986, ne sont pas compatibles avec le bénéfice d'une pension.

**Art. 53.** Le congé pour interruption de la carrière, n'est pas rémunéré; il est toutefois assimilé pour le surplus à de l'activité de service.

**Art. 54.** A sa demande, le gouverneur peut reprendre sa fonction avant l'échéance de la période d'interruption, moyennant l'accord du Ministre.

## CHAPITRE VI. — Démission volontaire, démission d'office et mise à la retraite

**Art. 55.** § 1<sup>er</sup>. Le gouverneur peut introduire volontairement sa démission.

Il en avise le Ministre par lettre recommandée.

§ 2. La démission devient définitive lorsque le Gouvernement wallon l'accepte.

**Art. 56.** Le gouverneur est mis d'office à la retraite et admis à faire valoir ses droits à la pension à l'âge de 65 ans. Toutefois, le gouverneur nommé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté conserve à titre individuel la faculté d'exercer ses activités jusqu'à l'âge de 67 ans.

**Art. 57.** Le gouverneur peut être démis d'office de ses fonctions par le Gouvernement wallon, en cas de manquement grave dûment établi. La décision est motivée et ne peut être prise qu'après avoir mis en état l'intéressé de présenter ses moyens de défense.

#### CHAPITRE VII. — *Traitement, allocations et indemnités*

##### TITRE I<sup>er</sup>. — **Le traitement**

**Art. 58.** Le traitement annuel du gouverneur est un montant fixe qui s'élève à 69.107,49 euros.

**Art. 59.** Le traitement mensuel est égal à 1/12<sup>e</sup> du traitement.

Le traitement du mois au cours duquel le gouverneur est admis à la retraite ou décède est dû en entier.

**Art. 60.** Le traitement mensuel est payé à terme échu, au plus tard le dernier jour ouvrable du mois.

**Art. 61.** Le traitement du mois qui n'est pas dû intégralement est fractionné en trentièmes.

Lorsque le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

Lorsque le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

**Art. 62.** Le traitement mensuel est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Le traitement est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

##### TITRE II. — *Les allocations*

###### Section 1<sup>re</sup>. — *Pécule de vacances*

**Art. 63.** Le gouverneur bénéficie chaque année d'un pécule de vacances.

**Art. 64.** Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "prestations complètes", les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

2<sup>o</sup> "année de référence", l'année civile précédant celle au cours de laquelle les vacances doivent être accordées;

3<sup>o</sup> "traitement annuel", le traitement, l'indemnité ou l'allocation tenant lieu de traitement.

**Art. 65.** Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, le montant du pécule de vacances correspond à 92 % d'un douzième du traitement annuel, lié à l'indice des prix à la consommation, qui détermine le traitement dû pour le mois de mars de l'année de vacances.

**Art. 66.** Sont prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances, les périodes pendant lesquelles, au cours de l'année de référence, le gouverneur :

1<sup>o</sup> a bénéficié totalement ou partiellement du traitement annuel;

2<sup>o</sup> n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel disciplinaire;

3<sup>o</sup> a bénéficié d'un congé parental;

4<sup>o</sup> a été absent suite à un congé accordé en vue de la protection de la maternité par l'article 39, 42 et 43bis de la loi sur le travail du 16 mars 1971;

5<sup>o</sup> a été dispensé du travail en application de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public.

**Art. 67.** Sans préjudice de l'article 64, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, lorsque des prestations complètes n'ont pas été accomplies durant toute l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

1<sup>o</sup> un douzième du montant annuel pour chaque période de prestations s'étendant sur la totalité d'un mois;

2<sup>o</sup> un trentième du montant mensuel par jour civil lorsque les prestations ne s'étendent pas sur la totalité d'un mois.

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. Le pécule de vacances est payé au cours du mois de mai.

§ 2. Par dérogation à la règle énoncée au paragraphe précédent, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la date de la mise à la retraite, du décès, ou de la démission du gouverneur.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pécule de vacances est calculé compte tenu du montant forfaitaire, du pourcentage et de la retenue éventuelle en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont bénéficie le gouverneur à la même date.

Lorsqu'à ce moment, il ne bénéficie d'aucun traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le traitement qui aurait été dû.

###### Section 2. — *Allocation de fin d'année*

**Art. 69.** Le gouverneur a droit à une allocation de fin d'année.

**Art. 70.** Pour l'application de la présente section, il faut entendre :

1<sup>o</sup> par "rémunération" : tout traitement, ou indemnité en tenant lieu, compte tenu des augmentations ou de diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2<sup>o</sup> par "prestations complètes" : les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

3<sup>o</sup> par "période de référence" : la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre de l'année considérée.

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Bénéficie de la totalité du montant de l'allocation le gouverneur qui a bénéficié de la totalité de sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence.

§ 2. Lorsqu'il n'a pas bénéficié de la totalité de sa rémunération visée au § 1<sup>er</sup>, le montant de l'allocation est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue.

§ 3. Si durant la période de référence, le gouverneur a bénéficié d'un congé parental ou n'a pu entrer en fonction, ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1960, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire, ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. Le montant d'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

1<sup>o</sup> pour la partie forfaitaire : le montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente, augmenté d'une fraction dont le dénominateur est l'indice santé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice santé du mois d'octobre de l'année considérée; le résultat est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement;

2<sup>o</sup> pour la partie variable : la partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rémunération due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. Si l'intéressé n'a pas bénéficié de sa rémunération pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rémunération annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rémunération pour ce mois, si celle-ci avait été due.

**Art. 73.** L'allocation de fin d'année est soumise aux retenues prévues en application des dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

**Art. 74.** L'allocation de fin d'année est liquidée et payée en une fois entre le 1<sup>er</sup> et le 15 décembre de l'année considérée.

### TITRE III. — *Les indemnités*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Indemnité de représentation*

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. Le gouverneur bénéficie d'une indemnité forfaitaire pour frais de représentation, d'un montant annuel de 7.500 euros.

Cette indemnité est payée mensuellement, en douzièmes et à terme échu, en même temps que le traitement.

Cette indemnité est indexée de la même manière que le traitement.

§ 2. Pour les autres missions visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le gouverneur introduit au cours de la mission un décompte mensuel des frais réels exposés accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires. Si l'exécution de la lettre de mission implique des déplacements à l'étranger, les frais admissibles sont ceux énoncés aux articles 9 et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2000 portant organisation des missions à l'étranger.

#### *Section 2. — Indemnité de résidence*

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. Si le Gouvernement wallon ne met pas de résidence officielle à sa disposition, ou s'il fait savoir lors de sa nomination qu'il renonce à une résidence officielle, il est octroyé au gouverneur une indemnité forfaitaire de résidence de 1.239,47 euros par mois.

§ 2. Cette indemnité constitue une intervention forfaitaire pour couvrir tous les frais qui découlent de l'utilisation de son domicile privé pour l'exercice de ses fonctions.

Elle est indexée de la même manière que le traitement et est payée mensuellement et à terme échu, en même temps que celui-ci.

#### *Section 3. — Indemnité pour frais funéraires*

**Art. 77.** En cas de décès du gouverneur, il est liquidé au profit de son conjoint non divorcé, ni séparé de corps ou, à son défaut, de ses héritiers en ligne directe, en compensation des frais funéraires, une indemnité. Celle-ci correspond au montant mensuel de la dernière rémunération brute d'activité du gouverneur.

Le montant de l'indemnité ne peut dépasser un douzième du montant fixé en application de l'article 39, premier, troisième et quatrième alinéas de la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971.

**Art. 78.** A défaut des ayants-droit visés à l'article 77, l'indemnité peut être liquidée au profit de toute personne physique ou morale qui justifie avoir payé les frais funéraires. Dans ce cas l'indemnité est équivalente aux frais réellement exposés, sans qu'elle puisse cependant excéder la somme précitée fixée en faveur du conjoint ou des héritiers en ligne directe.

**Art. 79.** Cette indemnité ne peut être cumulée avec des indemnités analogues accordées en vertu d'autres dispositions qu'à concurrence du montant visé à l'article 77.

### CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 80.** Sont abrogés pour la Région wallonne :

— l'arrêté royal du 16 février 1937 relatif à l'âge de la mise à la retraite des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement, pour ce qui concerne les dispositions relatives aux gouverneurs de province;

— l'arrêté royal du 10 décembre 1970 relatif à l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation des gouverneurs de province, tel que modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 2001;

— l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif à l'indemnité forfaitaire de résidence accordée à certains commissaires du Gouvernement fédéral;

— l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant les échelles de traitement des grades particuliers et des fonctions spécifiques du Ministère de l'Intérieur, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 2001, pour ce qui concerne les dispositions relatives au gouverneur de province.

**Art. 81.** Le gouverneur qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiait d'un régime de logement autre que celui visé à l'article 76 du présent arrêté, peut continuer à en bénéficier.

**Art. 82.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5, § 6, qui entre en vigueur six mois après ladite publication.

**Art. 83.** Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3888

[2008/203845]

**18. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Festlegung des Statuts der Provinzgouverneure**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1 in seiner durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, zweiter Teil; Übergemeindliche Strukturen, Titel II: die Provinzen, insbesondere des Artikels L2212-51 Absatz 2;

Aufgrund des am 9. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 23. Januar 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. September 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. März 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.148/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen**

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf die Provinzgouverneure, nachstehend "Gouverneur" genannt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als Minister: das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die inneren Angelegenheiten gehören.

**KAPITEL II — Ernennung**

**Art. 3** - Die Bewerber für das Amt eines Gouverneurs müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1° Belgier sein;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° den Milizgesetzen und den Gesetzen über die Wehrdienstverweigerung genügen;

4° von tadelloser Führung sein;

5° eine Erfahrung erlangt haben, aus der nachweislich eine ausgedehnte Kenntnis der föderalen, gemeinschaftlichen, regionalen, provinziellen und gemeindlichen Institutionen hervorgeht.

**Art. 4** - Der Gouverneur wird durch einen begründeten Erlass der Wallonischen Regierung und auf der Grundlage eines gleichlautenden Gutachtens des Ministerrates ernannt. Vor seinem Amtsantritt legt der Gouverneur vor dem Minister-Präsidenten der Wallonischen Regierung den folgenden Eid ab: "Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des Belgischen Volkes".

**KAPITEL III — Berufsethische Rechte und Pflichten**

**Art. 5** - § 1 - Der Gouverneur muss die geltenden Gesetze, Dekrete und Verordnungen sowie die Verfahren und Richtlinien der Regierung einhalten.

Er erfüllt seine Aufgaben redlich, pflichtbewusst und rechtschaffen unter der hierarchischen Aufsicht des Ministers.

In seiner täglichen Arbeit berücksichtigt er die Charta für eine gute Verwaltungspraxis, die die Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bildet.

§ 2 - Der Gouverneur handelt mit Verständnis und ohne jegliche Diskriminierung. Er garantiert den Benutzern die Gleichbehandlung insbesondere unabhängig von ihrer Nationalität, Geschlechtszugehörigkeit, sozialer oder ethnischer Zugehörigkeit, Religion oder Weltanschauung, Behinderung, Alter oder sexueller Neigung.

§ 3 - Außerhalb der Ausübung seines Amtes vermeidet der Gouverneur Verhaltensweisen, die das Vertrauen der Öffentlichkeit in sein Amt beeinträchtigen könnten.

§ 4 - Es ist ihm untersagt, direkt oder über eine Mittelsperson Spenden, Zuwendungen oder irgendwelche Vorteile selbst außerhalb, aber aufgrund seines Amtes zu erbitten, zu fordern oder anzunehmen.

§ 5 - Der Gouverneur übt sein Amt unabhängig von jedem äußeren Einfluss aus und er geht keinem persönlichen Interesse nach.

§ 6 - Ohne die vorherige Genehmigung des Ministers der inneren Angelegenheiten darf der Gouverneur kein entlohntes Mandat ausüben, sei es ausführend oder nicht. Der Betrag der Entschädigungen, Gehälter oder sonstigen von der Regierung definierten Vorteile, die ein Gouverneur als Entlohnung für Tätigkeiten bezieht, die er neben seinem Mandat als Gouverneur ausübt, darf die Hälfte des Betrags der parlamentarischen Entschädigung für ein Senatorenmandat nicht überschreiten.

Bei der Berechnung dieses Betrags werden die Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen von der Regierung definierten Vorteile berücksichtigt, die mit der Ausübung eines öffentlichen Mandats, eines öffentlichen Amtes, eines abgeleiteten Mandats oder eines öffentlichen Auftrags politischer Art verbunden sind.

Die Genehmigung oder die Ablehnung wird durch ein mit einfacher Post aufgegebenes begründetes Schreiben mitgeteilt.

Die Regierung berücksichtigt insbesondere den Nutzen und die Ehrenhaftigkeit des Mandats sowie die damit verbundene Arbeitslast und Entlohnung.

Das Amt als Gouverneur kann gleichzeitig mit höchstens zwei entlohnten ausführenden Mandat ausgeübt werden.

§ 7 - Ohne den Minister der inneren Angelegenheiten vorab informiert zu haben, darf der Gouverneur kein ausführendes Mandat ausüben, sei es entlohnt oder nicht.

§ 8 - Es ist dem Gouverneur verboten, sich direkt oder indirekt an irgendeinem Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsauftrag zu beteiligen, der in dem Bezirk, der Provinz oder für Rechnung der Region oder des Staates oder einer öffentlichen Verwaltung ausgeführt werden oder auszuführen ist.

**Art. 6** - Der Gouverneur hat das Recht, sich zu Informationen, die er in Ausübung seines Amtes erhalten hat, frei zu äußern.

Es ist ihm lediglich verboten, Fakten im Zusammenhang mit der nationalen Sicherheit, dem Schutz der öffentlichen Ordnung, den finanziellen Interessen der Region, der Vorbeugung und Ahndung von Delikten, der ärztlichen Schweigepflicht, den Rechten und Freiheiten der Bürger und insbesondere dem Recht auf Wahrung des Privatlebens bekannt zu machen; dieses Verbot gilt ebenfalls für Fakten in Bezug auf die Vorbereitung aller Beschlüsse, solange noch kein endgültiger Beschluss getroffen worden ist.

Diese Bestimmungen gelten ebenfalls für den Gouverneur, der aus dem Amt geschieden ist.

Der Gouverneur hat das Recht, seine Personalakte einzusehen und eine kostenlose Kopie davon zu erhalten.

#### KAPITEL IV — *Aufgaben*

**Art. 7** - § 1 - Zusätzlich zu den Zuständigkeiten, die ihm durch Dekrete und Erlasse übertragen worden sind, können dem Gouverneur durch die Wallonische Regierung weitere Aufgaben anvertraut werden.

Bei jeder Vergabe einer besonderen Aufgabe erläutert die Wallonische Regierung in einer Aufgabenbeschreibung die zu erreichenden Ziele.

§ 2 - Spätestens am 31. März übermittelt der Gouverneur der Wallonischen Regierung eine Bilanz über die Ausführung seiner Aufgaben im Laufe des verflossenen Kalenderjahres.

§ 3 - Bei der Ausübung seiner Zuständigen und Aufgaben wird der Gouverneur von den zuständigen Dienststellen der Wallonischen Regierung unterstützt. Die Beziehungen zwischen den Gouverneuren und den Dienststellen der Wallonischen Regierung werden in einer Funktionsvereinbarung festgelegt, die die Bestimmungen von Anlage 1 des Kodex des öffentlichen Dienstes beachtet. Ein Sekretariat wird dem Gouverneur zur Verfügung gestellt.

**Art. 8** - Um eine einwandfreie Kohäsion der unternommenen Aktionen auf dem gesamten Gebiet zu gewährleisten, wird ein strategischer Ausschuss des wallonischen Gouvernorats gebildet, dem alle Provinzgouverneure sowie Vertreter des Ministers angehören.

Dieser Ausschuss tritt so oft zusammen, wie es die in seinen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten erfordern, mindestens aber zehnmal im Jahr.

Der Minister oder dessen Stellvertreter legt die Tagesordnung fest und übernimmt den Vorsitz der Sitzungen.

Die GD05 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gewährleistet die Sekretariatsführung.

#### KAPITEL V — *Die administrativen Stände und Urlaube*

##### TITEL I — *Die administrativen Stände*

**Art. 9** - Der Gouverneur befindet sich zu jeder Zeit in einem der folgenden administrativen Stände:

1° im aktiven Dienst;

2° im Stand der Inaktivität;

3° zur Disposition gestellt.

**Art. 10** - Für die Bestimmung des administrativen Standes des Gouverneurs wird immer davon ausgegangen, dass er sich im aktiven Dienst befindet, außer wenn er durch eine ausdrückliche Bestimmung entweder von Rechts wegen oder aufgrund eines Beschlusses des Ministers in den Stand der Inaktivität versetzt worden ist.

**Art. 11** - Es wird davon ausgegangen, dass er effektive Dienste leistet, solange er sich in einem administrativen Stand befindet, der ihm Anrecht auf seine Arbeitsvergütung verleiht.

**Art. 12** - Außer bei einer anderslautenden Bestimmung hat der im aktiven Dienst befindliche Gouverneur Anrecht auf Gehalt

**Art. 13** - Außer bei einer anderslautenden Bestimmung hat der Gouverneur, der sich im Stand der Inaktivität befindet, kein Anrecht auf Gehalt. Er darf nicht in den Stand der Inaktivität versetzt oder in diesem Stand belassen werden, wenn er die zum Erlangen der Ruhestandspension erforderlichen Bedingungen erfüllt.

**Art. 14** - Der Gouverneur, der ohne Erlaubnis vom Dienst fernbleibt oder der seine Urlaubszeit ohne triftigen Grund überschreitet, befindet sich von Rechts wegen im Stand der Inaktivität.

**Art. 15** - Der Gouverneur kann wegen Krankheit oder Behinderung, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs hinausgeht, zur Disposition gestellt werden.

Er erhält ein Wartegehalt, das 60% seines Gehalts entspricht.

Die Zurdispositionstellung darf nicht länger als sechs Monate andauern. Über diesen Zeitraum hinaus wird der Gouverneur von Amts wegen in den Stand der Inaktivität versetzt.

##### TITEL II — *Die Urlaube*

###### *Abschnitt 1 — Auf alle Urlaubsarten anwendbare gemeinsame Bestimmung*

**Art. 16** - Bevor er einen Urlaub nimmt, der sich über mehr als 5 Arbeitstage erstreckt, informiert der Gouverneur den Minister und teilt im gleichzeitig mit, wer ihn ersetzt. Diese Bestimmung gilt auch, wenn der Gouverneur zur Ausführung einer Aufgabe das Gebiet verlässt.

###### *Abschnitt 2 — Jahresurlaubstage und Feiertage*

**Art. 17** - Der Gouverneur hat Anspruch auf Jahresurlaubstage, deren Anzahl auf 30 Arbeitstage festgelegt wird.

Er hat Anspruch auf zusätzliche Jahresurlaubstage, deren Anzahl je nach dem Alter wie folgt festgelegt wird:

1° mit sechzig Jahren: ein Werktag;

2° mit einundsechzig Jahren: zwei Werkstage;

3° mit zweiundsechzig Jahren: drei Werkstage;

4° mit dreiundsechzig Jahren: vier Werkstage;

5° mit vierundsechzig Jahren: fünf Werkstage.

**Art. 18** - Der Jahresurlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt. Er wird vom Gouverneur nach eigener Wahl in den Grenzen der Dienstanforderungen genommen.

Die Hälfte der Jahresurlaubstage kann bis zum 31. Dezember des nächsten Jahres verlegt werden. Wenn die Dienstanforderungen es verlangen, kann der Minister die Verlegung einer höheren Anzahl von Jahresurlaubstagen erlauben, ohne jedoch die Anzahl der Jahresurlaubstage, auf die der Gouverneur Anspruch hat, zu überschreiten.

**Art. 19 - § 1** - Jede Dienststätigskeitsperiode gibt Anspruch auf den Jahresurlaub.

Der Jahresurlaub wird jedoch entsprechend verringert, wenn der Gouverneur im Laufe des Jahres sein Amt antritt, von seinem Amt zurücktritt, im Laufe des Jahres eine der folgenden Beurlaubungen erhalten hat oder aus einem der folgenden Gründe abwesend war:

1° der Urlaub, um Palliativpflege zu leisten;

6° die Abwesenheiten, im Laufe deren er in den administrativen Stand der Nichtaktivität versetzt wird;

7° der Urlaub wegen verkürzter Dienstleistungen, mit Ausnahme des Urlaubs wegen verkürzter Dienstleistungen wegen Krankheit.

Wenn die so berechnete Anzahl Urlaubstage keine ganze Zahl bildet, wird sie auf die direkte höhere Einheit aufgerundet.

§ 2 - Wenn infolge der Dienstanforderungen der Gouverneur nicht die Möglichkeit hatte, vor der endgültigen Einstellung seiner Tätigkeiten seine gesamten Urlaubstage oder einen Teil davon zu nehmen, hat er Anspruch auf eine Ausgleichszulage, deren Betrag seinem letzten Tätigkeitslohn für die nicht genommenen Urlaubstage entspricht.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen ist das zu berücksichtigende Gehalt dasjenige, das für vollständige Dienstleistungen zu zahlen ist.

§ 3 - Der Jahresurlaub wird ausgesetzt, sobald der Gouverneur einen Krankheitsurlaub bekommt.

§ 4 - Paragraph 1 Absatz 2 findet keine Anwendung auf die in Artikel 17 Absatz 2 erwähnten zusätzlichen Urlaubstage.

**Art. 20 - § 1** - Der Gouverneur hat Urlaub an den in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 18. April 1974 zur Festlegung der Modalitäten für die Durchführung des Gesetzes vom 4. Januar 1974 über die Feiertage aufgelisteten Tagen sowie am 27. September, am 2. November, am 15. November und am 26. Dezember.

§ 2 - Der Gouverneur, der aufgrund der Dienstanforderungen verpflichtet ist, an einem der in § 1 erwähnten Tage zu arbeiten, bekommt einen Zeitausgleichsurlaub, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

§ 3 - Wenn einer der in § 1 erwähnten Urlaubstage mit einem Samstag oder einem Sonntag zusammenfällt, bekommt der Gouverneur einen Zeitausgleichsurlaub, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

Der Gouverneur, der aufgrund der Dienstanforderungen verpflichtet ist, an diesem Datum zu arbeiten, bekommt einen Zeitausgleichsurlaub, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

§ 4 - Die in §§ 1 bis 3 erwähnten Urlaubstage werden einer Dienststätigskeitsperiode gleichgestellt.

Wenn der Gouverneur an einem der in § 1 erwähnten Tage aus einem anderen Grund im Urlaub ist, oder wenn er im Stand der Nichtaktivität ist, unterliegt sein administrativer Stand jedoch weiterhin den auf ihn anwendbaren Verordnungsbestimmungen.

### *Abschnitt 3 — Umstandsbedingte Urlaubstage*

**Art. 21** - Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird die Person gleich welchen Geschlechts, mit der der Gouverneur zusammenwohnt, dem Ehepartner gleichgestellt.

Umstandsbedingte Urlaubstage werden in den nachstehend festgelegten Grenzen gewährt:

1° Eheschließung des Gouverneurs: vier Werktage;

2° Eheschließung eines Kindes des Gouverneurs: zwei Werktage;

3° Eheschließung:

a) eines Kindes des Ehepartners des Gouverneurs;

b) eines Bruders oder einer Schwester;

c) eines Schwagers oder einer Schwägerin;

d) des Vaters oder der Mutter;

e) des Schwiegervaters oder der Schwiegermutter;

f) des Ehemanns der Mutter oder der Ehefrau des Vaters;

g) eines Enkels oder einer Enkelin;

h) eines Großvaters oder einer Großmutter; ein Werktag;

4° Sterbefall:

a) des Ehepartners des Gouverneurs;

b) eines Verwandten oder eines Verschwägerten im ersten Grad,

c) eines Verwandten oder Verschwägerten im ersten Grad der Person gleich welchen Geschlechts, die mit dem Gouverneur zusammenwohnt: vier Werktage;

5° Sterbefall eines Verwandten oder Verschwägerten des Gouverneurs ab dem zweiten Grad, der mit ihm unter demselben Dach wohnt: zwei Werktage;

6° Sterbefall des Schwagers oder der Schwägerin des Ehepartners des Gouverneurs, der mit ihm unter demselben Dach wohnt: zwei Werktage;

7° Sterbefall eines Verwandten oder Verschwägerten des Gouverneurs des zweiten oder dritten Grades, der nicht mit ihm unter demselben Dach wohnt: ein Werktag;

8° Sterbefall des Schwagers oder der Schwägerin des Ehepartners des Gouverneurs, der nicht mit ihm unter demselben Dach wohnt: ein Werktag;

9° die feierliche Erstkommunion oder ein vergleichbares Ereignis einer anerkannten Religion eines Kindes des Gouverneurs oder seines Ehepartners: ein Werktag;

10° die Teilnahme an dem Fest der "bekenntnisneutralen Jugend" eines Kindes des Gouverneurs oder seines Ehepartners: ein Werktag;

11° die Priesterweihe oder der Eintritt ins Kloster oder ein vergleichbares Ereignis einer anerkannten Religion eines Kindes des Gouverneurs oder seines Ehepartners, eines Bruders, einer Schwester, eines Schwagers, einer Schwägerin des Gouverneurs: ein Werktag;

Die im vorliegenden Artikel erwähnten Urlaubstage werden einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

#### *Abschnitt 4 — Außergewöhnliche Urlaubstage*

**Art. 22 - § 1 -** Der Gouverneur erhält außergewöhnliche Urlaubstage bei höherer Gewalt:

1° im Falle einer Krankheit, eines Unfalls oder des Krankenhausaufenthalts einer der folgenden, unter demselben Dach wohnenden Personen: der Ehepartner, die Person gleich welchen Geschlechts, mit der er zusammenwohnt, das Kind, ein Verwandter oder ein Verschwägerter der Person, mit der er zusammenwohnt, ein Verwandter, ein Verschwägerter, eine Person, die zwecks ihrer Adoption oder der inoffiziellen Vormundschaft aufgenommen wird;

2° im Falle einer Krankheit, eines Unfalls oder des Krankenhausaufenthalts einer der folgenden, nicht unter demselben Dach wohnenden Personen: ein Verwandter oder ein Verschwägerter im ersten Grad. Eine ärztliche Bescheinigung bezeugt das notwendige Beisein des Gouverneurs;

3° im Falle von erheblichen Sachschäden an seinen Gütern, wie z.B. an seiner Wohnung durch einen Brand oder eine Naturkatastrophe verursachte Schäden;

4° im Falle von anderen in gegenseitigem Einvernehmen zwischen dem Gouverneur und dem Minister festgelegten Ereignissen, die als zwingende Gründe betrachtet werden müssen.

§ 2 - Die Dauer der in § 1 erwähnten Urlaubstage darf zehn Werkstage pro Jahr nicht überschreiten, von denen die ersten vier entlohnt werden. Im übrigen werden diese Urlaubstage Dienststätkeitsperioden gleichgestellt.

#### *Abschnitt 5 — Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck*

**Art. 23 -** Der Gouverneur erhält einen Urlaub von höchstens vier Werktagen pro Jahr wegen Knochenmarkspende. Dieser Urlaub beginnt am Tage, an dem das Knochenmark durch die Pflegeeinrichtung entnommen wird. Er wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

**Art. 24 -** Der Gouverneur erhält einen Urlaub wegen Organ- oder Gewebespende. Dieser Urlaub wird für eine Periode gewährt, die der Dauer des Krankenhausaufenthalts und der gegebenenfalls erforderlichen Erholungszeit sowie der Dauer der vorherigen ärztlichen Untersuchungen entspricht. Dieser Urlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

**Art. 25 -** Der Gouverneur erhält einen Urlaub wegen Spende von Blut, Blutplättchen oder Blutplasma.

Der Urlaub hat eine Dauer von einem Tag für die Blutspende und einem Halbtage für die Spende von Blutplättchen oder -plasma. Er wird am Tag der Spende erteilt.

#### *Abschnitt 6 — Schutz der Mutterschaft*

**Art. 26 -** Der in Artikel 39 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit vorgesehene Mutterschaftsurlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

**Art. 27 -** Das Gehalt, das für die Periode zu zahlen ist, im Laufe deren die Gouverneurin im Mutterschaftsurlaub ist, darf höchstens fünfzehn Wochen oder siebzehn Wochen im Falle einer Mehrfachschwangerschaft decken.

**Art. 28 -** Die Perioden, während deren die Gouverneurin wegen durch die Schwangerschaft verursachter Krankheit abwesend ist, die im sechswöchigen Zeitraum vor dem siebten Tage vor dem tatsächlichen Entbindungstag liegen, werden bei der Bestimmung des Verwaltungsstandes der Gouverneurin in Mutterschaftsurlaub umgewandelt.

Der vorliegende Artikel findet ebenfalls Anwendung wenn die Perioden, während deren die Gouverneurin wegen durch die Schwangerschaft verursachter Krankheit abwesend ist, im achtwöchigen Zeitraum vor dem siebten Tage vor dem tatsächlichen Entbindungstag liegen, wenn es sich um eine Mehrfachschwangerschaften handelt.

**Art. 29 -** Wenn die Gouverneurin den vorgeburtlichen Urlaub aufgebraucht hat und die Entbindung nach dem vorgesehenen Datum stattfindet, wird der vorgeburtliche Urlaub bis zum tatsächlichen Entbindungsdatum verlängert. Im Laufe dieser Periode befindet sie sich im Mutterschaftsurlaub.

In Abweichung von Artikel 27 ist das Gehalt zu zahlen.

**Art. 30 -** Auf Antrag der Gouverneurin wird der Mutterschaftsurlaub in Anwendung von Artikel 39 des Gesetzes vom 16. März 1971 nach der achten Woche um einen Zeitraum verlängert, dessen Dauer der Dauer der Periode, im Laufe deren sie ab der siebten Woche vor dem tatsächlichen Entbindungsdatum oder ab der neunten Woche im Falle einer Mehrfachmutterchaft weiter gearbeitet hat, entspricht. Im Falle einer Frühgeburt wird diese Periode um die Tage, im Laufe deren sie während der Periode von sieben Tagen vor der Entbindung gearbeitet hat, verringert.

Die folgenden Tage werden Werktagen gleichgestellt, die bis nach dem nachgeburtlichen Urlaub verlegt werden können:

1° der Jahresurlaub;

2° die in Artikel 18 erwähnten Tage;

3° die in den Artikeln 19 und 20 erwähnten Urlaubstage;

4° der Urlaub aus zwingenden familiären Gründen;

5° die Abwesenheiten wegen Krankheit, mit Ausnahme der in Artikel 28 erwähnten Abwesenheiten wegen Krankheit.

**Art. 31 -** Die Gouverneurin im aktiven Dienst erhält auf ihren Antrag hin den notwendigen Urlaub, damit sie sich zum Arzt begeben und sich den vorgeburtlichen Untersuchungen, die nicht außerhalb der Dienststunden stattfinden können, unterziehen kann.

Der Urlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

**Art. 32 -** Die Gouverneurin, die in Anwendung von Artikeln 42 und 43 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit und von Artikel 18 des Gesetzes vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung bestimmter Aspekte der Arbeitszeitgestaltung im öffentlichen Bereich von der Arbeit befreit ist, wird für die notwendige Dauer beurlaubt. Dieser Urlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

**Art. 33 -** Die Artikel 26 bis 28 finden Anwendung im Falle einer Fehlgeburt.



*Abschnitt 7 — Vaterschaftsurlaub*

**Art. 34 - § 1** - Wenn die Mutter des Kindes im Krankenhaus ist oder stirbt, erhält der Gouverneur auf seinen Antrag hin einen Ersatzvaterschaftsurlaub, um für die Aufnahme des Kindes zu sorgen.

§ 2 - Im Falle des Krankenhausaufenthalts der Mutter hat er Anspruch auf einen Ersatzvaterschaftsurlaub unter folgenden Bedingungen:

1° das Neugeborene muss das Krankenhaus verlassen haben;

2° der Krankenhausaufenthalt der Mutter muss mehr als sieben Tage dauern.

Der Ersatzvaterschaftsurlaub darf nicht vor dem siebten Tage nach dem Tag der Geburt des Kindes beginnen und endet am Zeitpunkt, an dem der Krankenhausaufenthalt der Mutter zu Ende geht oder spätestens am Ablauf des Teils des Mutterschaftsurlaubs, den die Mutter noch nicht aufgebraucht hat.

Der Gouverneur, der den Ersatzvaterschaftsurlaub in Anspruch nehmen möchte, benachrichtigt den Minister darüber schriftlich. Dieses Schreiben gibt das Datum des Anfangs des Urlaubs und seine voraussichtliche Dauer an. Der Antrag auf Urlaub wird mit einer Bescheinigung bekräftigt, die die Dauer des Krankenhausaufenthalts der Mutter über die sieben Tage nach dem Datum der Entbindung hinaus und das Datum, an dem der Neugeborene das Krankenhaus verlassen hat, angibt.

§ 3 - Im Sterbefall der Mutter entspricht die Dauer des Ersatzvaterschaftsurlaubs mindestens der Dauer des Mutterschaftsurlaubs, den die Mutter noch nicht aufgebraucht hat.

Der Gouverneur, der den Ersatzvaterschaftsurlaub in Anspruch nehmen möchte, benachrichtigt den Minister darüber schriftlich innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Tode der Mutter. Dieses Schreiben gibt das Datum des Anfangs des Ersatzvaterschaftsurlaubs und seine voraussichtliche Dauer an.

Ein Auszug der Sterbeurkunde der Mutter wird unverzüglich vorgelegt.

§ 4 - Der Ersatzvaterschaftsurlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

**Art. 35 - § 1** - Unbeschadet von Artikel 30 erhält der Gouverneur auf seinen Antrag hin einen Vaterschaftsurlaub von 15 Werktagen im Falle der Entbindung der Ehefrau oder der Person, mit der er zum Zeitpunkt des Ereignisses in eheähnlicher Gemeinschaft lebt. Dieser Urlaub wird innerhalb des Monats nach der Geburt oder gegebenenfalls dem Ablaufdatum des ersetzenden Vaterschaftsurlaubs genommen.

Dieser Urlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

§ 2 - Er erhält auf seinen Antrag hin einen Vaterschaftsurlaub von fünfzehn Werktagen, um ein Kind im Rahmen einer Adoption aufzunehmen. Dieser Urlaub wird innerhalb dreißig Tagen nach der Eintragung des Kindes als seinem Haushalt angehörende Person ins Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde, in der er wohnt, genommen.

*Abschnitt 8 — Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption*

**Art. 36** - Der Gouverneur erhält einen Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption, wenn ein Kind unter zehn Jahren in seinem Haushalt im Hinblick auf seine Adoption aufgenommen wird.

Die Aufnahme wird durch die Eintragung ins Bevölkerungsregister belegt.

Der Urlaub dauert höchstens sechs Wochen für ein aufgenommenes Kind unter drei Jahren und höchstens vier Wochen in den anderen Fällen.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird die Lage, die sich aus einer richterlichen Entscheidung ergibt, durch die ein Minderjähriger einer Pflegefamilie anvertraut wird, sowie die inoffizielle Vormundschaft der Adoption gleichgestellt.

Die Höchstdauer des Aufnahmeurlaubs wird verdoppelt, wenn das Kind behindert ist und es die Bedingungen zum Erhalt der Familienzulagen erfüllt, die in Anwendung des Artikels 47 der koordinierten Gesetze über Familienzulagen der Lohnempfänger oder des Artikels 26 des Königlichen Erlasses vom 8. April 1976 über das System der Familienzulagen für Selbstständige ausgezahlt werden.

**Art. 37** - Der Aufnahmeurlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

Dieser Urlaub darf nicht mit dem in Artikel 35 § 2 vorgesehenen Urlaub zugleich bezogen werden.

*Abschnitt 9 — Vaterschaftsurlaub*

**Art. 38 - § 1** - Der Gouverneur im aktiven Dienst erhält bei der Geburt oder der Adoption eines Kindes einen Elternurlaub mit einer Höchstdauer von drei Monaten im Rahmen der ganzzeitigen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, im Sinne von Artikel 100 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen oder mit einer Dauer von sechs Monaten im Rahmen einer halbezeitigen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn im Sinne von Artikel 102 des vorerwähnten Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985.

Der Urlaub kann im Falle einer Geburt bis zum Zeitpunkt gewährt werden, an dem das Kind vier Jahre alt wird.

Der Urlaub kann im Falle einer Adoption bis zum Zeitpunkt gewährt werden, an dem das Kind acht Jahre alt wird und dies innerhalb eines Zeitraumes von vier Jahren ab am Tag der Eintragung des Kindes als Familienmitglied ins Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde, in der der Gouverneur wohnt.

Wenn ein Kind zu mindestens 66% geistig oder körperlich behindert ist im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen, kann der im vorliegenden Paragraphen erwähnte Elternurlaub bis zum Zeitpunkt gewährt werden, an dem es acht Jahre alt wird.

§ 2 - Der im vorliegenden Artikel erwähnte Elternurlaub wird nicht entlohnt; er wird im übrigen einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

*Abschnitt 10 — Krankheitsurlaub**Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 39** - Für seine gesamte Laufbahn kann der Gouverneur, der wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit verhindert ist, seine Tätigkeiten normalerweise auszuüben, Krankheitsurlaubstage bis zu einundzwanzig Werktagen pro zwölf Monate Dienstalter erhalten. Wenn er nicht seit sechsunddreißig Monaten im Dienst ist, wird ihm sein Gehalt jedoch während hundertsechszwanzig Werktagen zugesichert.

Der Krankheitsurlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

**Art. 40 - § 1** - Die in Artikel 39 erwähnten einundzwanzig Tage werden im Verhältnis zu den Leistungen, die während der betroffenen Periode von zwölf Monaten nicht erbracht worden sind, vermindert, wenn der Gouverneur im Laufe der besagten Periode:



1° Urlaub erhalten hat, um Palliativpflege zu leisten;

2° wegen Krankheit abwesend war, mit Ausnahme der in Artikel 39 erwähnten Urlaubstage;

3° in Anwendung von Artikel 10 des vorliegenden Erlasses in den Stand der Nichtaktivität versetzt worden ist.

§ 2 - Wenn die so berechnete Anzahl Krankheitsurlaubstage keine ganze Zahl bildet, wird sie auf die direkte höhere Einheit aufgerundet.

§ 3 - Es werden nur die Werkstage angerechnet, die in die Krankheits- oder Gebrechlichkeitsperiode fallen.

**Art. 41 - § 1** - In Abweichung von Artikel 39 hat der Gouverneur Anspruch auf einen Urlaub ohne Zeitbegrenzung, wenn seine Krankheit durch einen Arbeitsunfall, einen Unfall auf dem Arbeitsweg oder durch eine Berufskrankheit verursacht wird.

Die infolge eines Arbeitsunfalls, eines Unfalls auf dem Arbeitsweg oder einer Berufskrankheit gewährten Urlaubstage werden außerdem - selbst nach der Konsolidierungsdatum- nicht für die Festlegung der Anzahl Urlaubstagen die der Gouverneur kraft Artikel 39 noch erhalten kann, berücksichtigt.

§ 2 - Der Gouverneur, der von einer Berufskrankheit oder einer schweren ansteckenden Krankheit bedroht wird, und der nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten die Ausübung seiner Tätigkeiten zeitweilig einstellen muss, wird von Amts wegen für die notwendige Zeit beurlaubt. Der Urlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

**Art. 42** - Die Anzahl Krankheitsurlaubstage, die infolge eines nicht in Artikel 41 erwähnten Unfalls, an dem ein Dritter Schuld ist, gewährt werden, werden bei der Festlegung der Anzahl Urlaubstage, die der Gouverneur kraft Artikel 39 noch erhalten kann, nicht berücksichtigt, wobei der Prozentsatz der Haftung, der dem Dritten zur Last gelegt wird, und der als Grundlage für die Rechtsübertragung an die Region oder Einrichtung dient, in Rechnung gezogen wird.

**Art. 43** - Für die Anwendung von Artikel 23 Absatz 1 2° des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze kann der Gouverneur nicht endgültig für wegen Krankheit unfähig erklärt werden, bevor er die Anzahl Urlaubstage, auf die er aufgrund Artikel 39 Anspruch hat, aufgebraucht hat.

**Art. 44** - Der Gouverneur, der wegen Krankheit abwesend ist, wird einer ärztlichen Prüfung durch die vom Minister bezeichnete Dienststelle unterworfen.

#### Unterabschnitt 2 — Verkürzte Leistungen wegen Krankheit

**Art. 45** - Wenn der Gouverneur in Anwendung der Artikel 46 bis 49 verkürzte Leistungen erbringt, werden seine Abwesenheiten als Urlaub betrachtet. Dieser Urlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt. Der Arbeitszeitplan wird im Einverständnis mit dem behandelnden Arzt festgelegt.

**Art. 46** - Der wegen Krankheit abwesende Gouverneur kann den in Artikel 44 erwähnten Dienst um eine ärztliche Untersuchung ersuchen, um die Ausübung seiner Tätigkeiten zu 50%, 60% oder 80% der normalen Leistungen auf der Grundlage eines Attests seines Arztes wiederaufzunehmen.

**Art. 47** - Der in Artikel 44 erwähnte Dienst kann auf eigene Initiative einen wegen Krankheit abwesenden Gouverneur untersuchen, um seine Fähigkeit, die Ausübung seiner Tätigkeiten zu 50%, 60% oder 80% der normalen Leistungen wiederaufzunehmen, zu überprüfen.

**Art. 48 - § 1** - In den in Artikeln 46 und 47 vorgesehenen Annahmen entscheidet der Arzt, der von dem in Artikel 44 erwähnten Dienst bezeichnet wird, um den Gouverneur zu untersuchen, über seine die körperliche Fähigkeit, seine Tätigkeiten zu 50%, 60% oder 80% der normalen Leistungen wiederaufzunehmen.

§ 2 - Der Gouverneur ist berechtigt, eine Berufung gegen die in § 1 erwähnte Entscheidung nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten einzulegen.

**Art. 49** - Der Gouverneur kann die Ausübung seiner Tätigkeiten zu 50%, 60% oder 80% der normalen Leistungen für eine Periode von höchstens dreißig Kalendertagen wiederaufnehmen. Verlängerungen können jedoch für eine Periode von höchstens dreißig Kalendertagen gewährt werden, wenn der durch den Minister bezeichnete Dienst bei einer neuen Untersuchung der Ansicht ist, dass der Gesundheitszustand des Gouverneurs dies rechtfertigt. Bei jeder Untersuchung beschließt dieser Dienst, welche Arbeitszeitregelung am besten geeignet ist.

#### Unterabschnitt 3 — Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung

**Art. 50** - Der Gouverneur im aktiven Dienst erhält auf seinen Antrag hin eine Dienstbefreiung, um eine Untersuchung zur Früherkennung von Krebs, grünem Star, Diabetes, Aids und kardiovaskulären Krankheiten durchführen zu lassen.

Die Dienstbefreiung wird für eine Höchstdauer von einem Halbtage pro Untersuchung und pro Kalenderjahr gewährt.

#### Abschnitt 11 — Urlaub, um Palliativpflege zu leisten

**Art. 51 - § 1** - Der Gouverneur ist berechtigt, seine Laufbahn für eine Dauer von einem Monat, die gegebenenfalls für einen Monat erneuerbar ist, zu unterbrechen, um bei einer Person auf der Grundlage von Artikeln 100bis und 102bis des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen Palliativpflege zu leisten.

Unter Palliativpflege versteht man jede Form des Beistandes, insbesondere medizinischer, sozialer, administrativer und psychologischer Beistand, sowie die Pflege von Personen, die an einer unheilbaren Krankheit leiden und sich im Endstadium befinden.

Der Gouverneur, der aus diesem Grund seine Laufbahn unterbrechen möchte, informiert den Minister darüber. Dieser Mitteilung werden das Antragsformular, dessen Muster und Inhalt vom Verwaltungsausschuss des Nationalen Arbeitsamtes bestimmt werden, sowie eine ärztliche Bescheinigung des behandelnden Arztes der die Palliativpflege benötigenden Person, ohne dass der Name des Patienten angegeben wird, beigefügt.

Die Unterbrechung läuft ab dem ersten Tage der Woche, die auf diejenige folgt, an der die vorerwähnte Mitteilung stattgefunden hat.

§ 2 - Der Gouverneur ist berechtigt, seine Laufbahn auf der Grundlage von Artikeln 100 und 102 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen pro aufeinanderfolgende oder nicht aufeinanderfolgende Perioden von mindestens einem Monat und höchstens drei Monaten zu unterbrechen, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen bis zum zweiten Grad, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen.

Die Perioden, im Laufe deren er seine Laufbahn vollständig unterbricht, dürfen insgesamt zwölf Monate pro Patient im Laufe der Laufbahn nicht überschreiten.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen werden als Haushaltszugehörigen jegliche Person, die mit dem Gouverneur unter demselben Dach wohnt, und als Familienangehörigen, die gesamten Verwandten und Verschwägerten betrachtet.

Unter schwerer Krankheit versteht man jede Krankheit oder jeden medizinischen Eingriff, die oder der vom behandelnden Arzt als schwerwiegend angesehen wird und für die oder den nach Meinung des Arztes jede Form der Hilfe oder des Beistands auf sozialer, familiärer oder geistiger Ebene notwendig ist, um eine Genesung herbeizuführen.

Der Gouverneur, der seine Laufbahn unterbrechen möchte, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen bis zum zweiten Grad, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen, informiert darüber den Minister. Dieser Mitteilung wird eine ärztliche Bescheinigung des behandelnden Arztes des schwerkranken Haushaltszugehörigen oder Familienangehörigen beigelegt, aus der hervorgeht, dass er sich bereit erklärt hat, der schwerkranken Person beizustehen oder ihn zu pflegen.

Die Unterbrechung läuft ab dem ersten Tage der Woche, die auf diejenige folgt, an der die vorerwähnte Mitteilung stattgefunden hat.

**Art. 52** - Falls der Gouverneur infolge eines Beschlusses des Direktors des Arbeitslosigkeitsbüros keinen Anspruch auf die Unterbrechungszulage hat oder auf diese verzichtet, wird die Unterbrechung der beruflichen Laufbahn in Nichtaktivität umgewandelt.

Der Absatz 1 findet keine Anwendung auf den Gouverneur, die auf die Unterbrechungszulagen verzichten, weil diese gemäß den Königlichen Erlassen Nrn. 415, 416 und 418 vom 16. Juli 1986 nicht mit dem Anspruch auf eine Rente vereinbar sind.

**Art. 53** - Der Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wird nicht entlohnt; Im übrigen wird er jedoch der Diensttätigkeit gleichgestellt.

**Art. 54** - Auf seinen Antrag hin kann der Gouverneur sein Amt vor dem Ablauf der Unterbrechungsperiode wieder aufnehmen, mittels des Einverständnisses des Ministers.

#### KAPITEL VI — *Freiwilliger Rücktritt, Entlassung von Amts wegen und Versetzung in den Ruhestand*

**Art. 55** - § 1 - Der Gouverneur kann sein Rücktrittsgesuch freiwillig einreichen.

Er teilt dies dem Minister per Einschreibebrief mit.

§ 2 - Der Rücktritt wird endgültig, nachdem die Wallonische Regierung dem Gesuch stattgegeben hat.

**Art. 56** - Der Gouverneur, der das Alter von 65 Jahren erreicht hat, wird von Amts wegen in den Ruhestand versetzt und ist berechtigt, seine Ansprüche auf die Ruhestandspension geltend zu machen. Dem Gouverneur, der jedoch vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ernannt worden ist, wird im Rahmen einer Einzelmaßnahme die Möglichkeit zugestanden, sein Amt auszuüben, bis er das Alter von 67 Jahren erreicht hat.

**Art. 57** - Im Falle einer gebührend nachgewiesenen schwerwiegenden Pflichtverletzung kann der Gouverneur von Amts wegen seines Amtes enthoben werden. Dieser Beschluss ist begründet und kann erst getroffen werden, nachdem dem Betroffenen die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsmittel geltend zu machen.

#### KAPITEL VII — *Gehalt, Zuwendungen und Vergütungen*

##### TITEL I — *Das Gehalt*

**Art. 58** - Das Jahresgehalt des Gouverneurs ist ein feststehender Betrag und beläuft sich auf 69.107,49 Euro.

**Art. 59** - Das Monatsgehalt entspricht 1/12tel des Gehalts.

Wenn der Gouverneur stirbt oder in den Ruhestand versetzt wird, wird das Gehalt des laufenden Monats nicht zurückgefordert.

**Art. 60** - Das Monatsgehalt wird im nachhinein gezahlt, und zwar spätestens am letzten Werktag des Monats.

**Art. 61** - Das Monatsgehalt, das nicht in vollem Umfang geschuldet wird, wird in Dreißigstel geteilt.

Wenn die tatsächliche Anzahl Tage, die zu bezahlen sind, fünfzehn entspricht oder darunter liegt, entspricht die Anzahl geschuldeter Dreißigstel der tatsächlichen Anzahl Tage, die zu bezahlen sind.

Wenn die tatsächliche Anzahl Tage, die zu bezahlen sind, über fünfzehn liegt, entspricht die Anzahl geschuldeter Dreißigstel der Differenz zwischen dreißig und der tatsächlichen Anzahl Tage, die nicht zu bezahlen sind.

**Art. 62** - Das Monatsgehalt ist an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln.

Das Gehalt wird an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

##### TITEL II — *Die Zuwendungen*

###### Abschnitt 1 — *Urlaubsgeld*

**Art. 63** - Der Gouverneur hat jedes Jahr Anspruch auf Urlaubsgeld.

**Art. 64** - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° "Vollzeitbeschäftigung": die Leistungen, deren Stundenplan so ist, dass sie eine normale Berufstätigkeit ganz abdecken;

2° "Bezugsjahr": das Jahr, das dem Jahr, in dem der Jahresurlaub gewährt wird, vorausgeht;

3° "Jahresgehalt": das Gehalt, die Vergütung oder die Zuwendung, die das Gehalt oder den Lohn ersetzt.

**Art. 65** - Für eine im Laufe des gesamten Bezugsjahres erbrachte Vollzeitbeschäftigung entspricht der Betrag des Urlaubsgeldes 92% eines Zwölftels des bzw. der mit dem Index der Verbraucherpreise verbundenen Jahresgehalts, auf dessen Grundlage das für den Monat März des Urlaubsjahres geschuldete Gehalt festgelegt wird.

**Art. 66** - Bei der Berechnung des Urlaubsgeldes werden die folgenden Zeiträume berücksichtigt, im Laufe deren der Gouverneur während des Bezugsjahrs:

1° das Jahresgehalt ganz oder teilweise empfangen hat;

2° kraft der Verpflichtungen, die ihm aufgrund der am 30. April 1962 koordinierten Milizgesetze oder der koordinierten Gesetze vom 20. Februar 1980 über das Statut der Wehrdienstverweigerer auferlegt werden, sein Amt nicht antreten konnte oder die Ausübung seines Amtes zeitweilig unterbrochen hat, in den beiden Fällen mit Ausnahme der Wiedereinberufung als Disziplinarmaßnahme;

3° einen Elternurlaub in Anspruch genommen hat;

4° infolge eines Urlaubs, der im Rahmen des Schutzes der Mutterschaft durch Artikel 39, 42 und 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit gewährt wurde, abwesend war;

5° in Anwendung von Artikel 18 Absatz 2 des Gesetzes vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung bestimmter Aspekte der Arbeitszeitgestaltung im öffentlichen Bereich von der Arbeit befreit worden ist.

**Art. 67** - Unbeschadet von Artikel 64 2° und 3° und wenn im Laufe des gesamten Bezugsjahres die erbrachten Leistungen nicht einer Vollzeitbeschäftigung entsprachen, wird das Urlaubsgeld wie folgt festgelegt:

1° ein Zwölftel des jährlichen Betrags für jede Dienstleistungsperiode, die sich über die Gesamtheit eines Monats erstreckt;

2° ein Dreißigstel des monatlichen Betrags pro Kalendertag, wenn die Dienstleistungen weniger als einen ganzen Monat betragen.

**Art. 68** - § 1 - Das Urlaubsgeld wird im Laufe des Monats Mai ausgezahlt.

§ 2 - In Abweichung der im vorstehenden Absatz erwähnten Regel wird das Urlaubsgeld im Laufe des Monats ausgezahlt, der auf den Monat der Versetzung in den Ruhestand, des Ablebens oder des Rücktritts des Gouverneurs folgt.

Für die Anwendung des vorangehenden Absatzes wird das Urlaubsgeld unter Berücksichtigung des Pauschalbetrags, des Prozentsatzes und ggf. der am betroffenen Datum geltenden Einbehaltung berechnet; Der Prozentsatz wird auf das Jahresgehalt angewandt, das als Grundlage für die Berechnung des Gehalts dient, auf welches der Gouverneur an demselben Datum Anspruch hat.

Wenn er zu diesem Zeitpunkt kein gekürztes Gehalt empfängt, wird der Prozentsatz auf der Grundlage des Gehalts berechnet, das geschuldet wäre.

#### *Abschnitt 2 — Jahresendzulage*

**Art. 69** - Der Gouverneur hat Anrecht auf eine Jahresendzulage.

**Art. 70** - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° "Gehalt: jeglicher Lohn oder jegliche Vergütung zur Ersetzung des Gehalts oder des Lohns, unter Berücksichtigung der an die Schwankungen des Index der Verbraucherpreise gebundenen Erhöhungen oder Minderungen;

2° "Vollzeitbeschäftigung": die Leistungen, deren Stundenplan so ist, dass sie eine normale Berufstätigkeit ganz abdecken;

3° "Bezugszeitraum": die Periode, die sich vom 1. Januar bis zum 30. September des betroffenen Jahres erstreckt.

**Art. 71** - § 1 - Der Gouverneur, der die Gesamtheit seiner Entlohnung im Laufe der Dauer der Bezugsperiode empfangen hat, hat Anspruch auf die Gesamtheit des Betrags der Jahresendzulage.

§ 2 - Wenn er die Gesamtheit seiner in § 1 erwähnten Entlohnung nicht empfangen hat, wird der Betrag der Zulage im Verhältnis zu der Entlohnung, die er tatsächlich bezogen hat, gekürzt.

§ 3 - Wenn der Gouverneur im Laufe der Bezugsperiode einen Elternurlaub in Anspruch genommen hat oder kraft der Verpflichtungen, die ihm aufgrund der am 30. April 1962 koordinierten Milizgesetze oder der koordinierten Gesetze vom 20. Februar 1980 über das Statut der Wehrdienstverweigerer auferlegt werden, sein Amt nicht antreten konnte oder die Ausübung seines Amtes zeitweilig unterbrochen hat, in den beiden Fällen mit Ausnahme der Wiedereinberufung als Disziplinarmaßnahme, werden diese Perioden Zeiträumen gleichgestellt, im Laufe deren er die Gesamtheit seiner Entlohnung empfangen hat.

**Art. 72** - § 1 - Der Betrag der Jahresendzulage besteht aus einem Pauschalteil und einem variablen Teil.

§ 2 - Der Betrag der Jahresendzulage wird wie folgt festgelegt:

1° für den pauschalen Teil: der Betrag des pauschalen Teils, der für das vorherige Jahr gewährt wurde und der um einen Bruch erhöht wird, dessen Nenner der Gesundheitsindex für Oktober des vorherigen Jahres und dessen Zähler der Gesundheitsindex für Oktober des betroffenen Jahres ist; das Ergebnis wird bis zu der vierten Dezimalen einschließlich bestimmt;

2° für den variablen Teil: der variable Teil beläuft sich auf 2,5% der jährlichen Bruttobesoldung, die als Berechnungsgrundlage für die Besoldung, die dem Bezugsberechtigten für den Monat Oktober des betroffenen Jahres geschuldet wird, gedient hat.

§ 3 - Wenn der Betroffene seine Besoldung für den Monat Oktober des betroffenen Jahres nicht empfangen hat, ist die für die Berechnung des variablen Teils der Zulage zu berücksichtigende Bruttobesoldung diejenige, die als Grundlage für die Berechnung seiner Besoldung für diesen Monat gedient hätte, wenn diese geschuldet sein würde.

**Art. 73** - Die Jahresendzulage wird den in Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer vorgesehenen Einbehaltungen unterworfen.

**Art. 74** - Die Jahresendzulage wird zwischen dem 1. und dem 15. Dezember des betroffenen Jahres in einem Mal ausgezahlt.

### **TITEL III — Die Vergütungen**

#### *Abschnitt 1 — Aufwandsvergütung*

**Art. 75** - § 1 - Dem Gouverneur wird eine Pauschalvergütung für Aufwandskosten in Höhe von jährlich 7.500 Euro gewährt.

Diese Vergütung wird in monatlichen Zwölfteilen nachträglich zusammen mit dem Gehalt ausgezahlt.

Diese Vergütung ist wie das Gehalt an den Index gebunden.

§ 2 - Für die sonstigen in Artikel 7 § 1 Absatz 2 erwähnten Dienstaufträge reicht der Gouverneur im Laufe seines Dienstauftrags eine monatliche Abrechnung der tatsächlichen entstandenen Kosten gemeinsam mit allen notwendigen Belegen ein. Falls die Ausführung der in der Aufgabenbeschreibung beschriebenen Ziele Auslandsaufenthalte voraussetzt, so sind die zulässigen Kosten jene, die in den Artikeln 9 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2009 zur Organisation der Auslandsmissionen festgelegt sind.

*Abschnitt 2 — Residenzzulage*

**Art. 76 - § 1** - Falls die Wallonische Regierung keinen offiziellen Amtssitz zur Verfügung stellt oder wenn der Gouverneur bei seiner Ernennung erklärt, auf einen offiziellen Amtssitz zu verzichten, wird dem Gouverneur eine pauschale Residenzzulage in Höhe von 1.239,47 Euro monatlich gewährt.

§ 2 - Bei dieser Zulage handelt es sich um eine pauschale Beteiligung, um alle Kosten zu decken, die durch die Nutzung seines privaten Wohnsitzes im Rahmen seines Amtes entstehen.

Diese Zulage ist wie das Gehalt an den Index gebunden und wird monatlich nachträglich zusammen mit dem Gehalt ausgezahlt.

*Abschnitt 3 — Entschädigung für Bestattungskosten*

**Art. 77** - Beim Ableben des Gouverneurs wird dem weder geschiedenen, noch von Tisch und Bett getrennt lebenden Ehepartner oder in Ermangelung seinen Erben in direkter Linie als Ausgleich für die Bestattungskosten eine Entschädigung gezahlt. Diese entspricht dem Betrag des letzten monatlichen Bruttogehalts des Gouverneurs im Dienst.

Der Betrag der Entschädigung für Bestattungskosten darf ein Zwölftel des in Anwendung von Artikel 39 Absätze 1, 3 und 4 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle festgelegten Betrags nicht übersteigen.

**Art. 78** - Sind keine anspruchsberechtigten Angehörigen nach Artikel 77 vorhanden, kann die Entschädigung zugunsten jeglicher natürlichen oder juristischen Person gezahlt werden, die belegen kann, dass sie die Bestattungskosten getragen hat. In diesem Fall entspricht die Entschädigung den tatsächlich entstandenen Kosten, ohne dass sie jedoch die zugunsten des Ehepartners oder den Erben in direkter Linie festgelegte vorerwähnte Summe übersteigen darf.

**Art. 79** - Diese Entschädigung darf nur bis in Höhe des in Artikel 77 angeführten Betrags mit vergleichbaren Entschädigungen, die auf der Grundlage anderer Bestimmungen gewährt werden, kumuliert werden.

*KAPITEL VIII — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 80** - Für die Wallonische Region werden aufgehoben:

— Der Königliche Erlass vom 16. Februar 1937 über das Alter der Versetzung in den Ruhestand der Provinzgouverneure und Bezirkskommissare was die auf die Provinzgouverneure anwendbaren Bestimmungen betrifft;

— Der Königliche Erlass vom 10. Dezember 1970 über die Pauschalvergütung für Aufwandskosten der Provinzgouverneure, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2001;

— Der Königliche Erlass vom 10. April 1995 über die bestimmten Kommissaren der Föderalregierung gewährte pauschale Residenzzulage;

— Der Königliche Erlass vom 3. Februar 1999 zur Festlegung der Gehaltsstufen betreffend die Sonderdienstgrade und der spezifischen Aufgaben des Ministeriums des Inneren, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2001, was die auf die Provinzgouverneure anwendbaren Bestimmungen betrifft;

**Art. 81** - Der Gouverneur, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Wohnungsregelung genoß, die sich von der in Artikel 76 des vorliegenden Erlasses angeführten Regelung unterscheidet, kann diese weiterhin in Anspruch nehmen.

**Art. 82** - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 5 § 6 der sechs Monate nach der genannten Veröffentlichung in Kraft tritt.

**Art. 83** - Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

—————  
VERTALING

**WAALSE OVERHEIDSDIENST**

N. 2008 — 3888

[2008/203845]

**18 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van het statuut van de provinciegouverneurs**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, tweede deel : de bovengemeentelijke aard, titel II : de provincies, inzonderheid op artikel L2212-51, tweede lid;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 9 oktober 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 september 2008;

Gelet op advies nr. 44.148/4 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de provinciegouverneurs, hierna "gouverneur" genoemd.



**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder Minister : het lid van de Waalse Regering dat bevoegd is voor de Binnenlandse Aangelegenheden.

#### HOOFDSTUK II. — *Benoeming*

**Art. 3.** De kandidaten voor de functie van gouverneur moeten de volgende voorwaarden vervullen :

1° Belg zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° voldoen aan de wetten op de militaire dienst en aan de wetten op de gewetensbezwaren;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° een beroepservaring hebben waaruit een grondige kennis van de federale, communautaire, gewestelijke, provinciale en gemeentelijke instellingen blijkt.

**Art. 4.** De gouverneur wordt bij met redenen omkleed besluit van de Waalse Regering op eensluidend advies van de Ministerraad benoemd. Alvorens in functie te treden, legt de gouverneur de volgende eed af in handen van de Minister-President van de Waalse Regering : "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk".

#### HOOFDSTUK III. — *Rechten en gedragsplichten*

**Art. 5.** § 1. De gouverneur dient de vigerende wetten, decreten en verordeningen alsmede de procedures en richtlijnen van de Regering na te leven.

Hij vervult zijn ambt op loyale, gewetensvolle en integere wijze onder het hiërarchische gezag van de Minister.

In zijn dagelijks werk houdt hij rekening met het handvest inzake goed bestuurlijk gedrag opgenomen in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

§ 2. De gouverneur handelt begripsvol en vrij van enige discriminatie. Hij waarborgt de gebruikers een gelijke behandeling zonder onderscheid van onder meer nationaliteit, geslacht, maatschappelijke of etnische afkomst, religie of overtuigingen, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid.

§ 3. Buiten de uitoefening van zijn ambt voorkomt de gouverneur elk gedrag dat het vertrouwen van het publiek in zijn ambt zou kunnen schokken.

§ 4. Giften, gratificaties of enigerlei voordeel mag hij noch rechtstreeks noch via een tussenpersoon, zelfs buiten de uitoefening van zijn ambt maar op grond ervan, vragen, eisen of krijgen.

§ 5. De gouverneur oefent zijn functies uit los van elke invloed van buitenaf en geeft geen enkel persoonlijk belang gehoor.

§ 6. De gouverneur mag geen bezoldigd al dan niet uitvoerend mandaat aanvaarden zonder de voorafgaande toestemming van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden. In geen geval mag het bedrag van de vergoedingen, wedden en andere voordelen zoals bepaald door de Regering, ontvangen als bezoldiging voor de door de gouverneur naast zijn ambt van gouverneur uitgeoefende activiteiten, de helft van het bedrag van de parlementaire vergoeding gebonden aan het mandaat van senator overschrijden.

In dit bedrag worden meeberekend, de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen, zoals bepaald bij de Regering, die voortvloeien uit de uitoefening van een mandaat, een functie, een afgeleid ambt of een publieke opdracht van politieke aard

De overeenstemming of de weigering wordt bij gewone met redenen omklede brief betekend.

De Regering houdt met name rekening met de nuttigheid en de eerbaarheid van het mandaat alsmede met de daaraan gebonden werklast en bezoldiging.

Het ambt van gouverneur kan niet worden gecumuleerd met meer dan twee bezoldigde uitvoerende mandaten.

§ 7. De gouverneur mag geen al dan niet uitvoerend niet-bezoldigd mandaat aanvaarden zonder eerst de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden te verwittigen.

§ 8. Het is de gouverneurs verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige opdracht voor aanneming van werken, leveringen of diensten, die in het arrondissement, in de provincie of voor rekening van het Gewest of van de Staat of van een openbaar bestuur gedaan of te doen is.

**Art. 6.** De gouverneur geniet spreekrecht ten opzichte van de feiten waarvan hij in de uitoefening van zijn ambt kennis van heeft.

Het is hem enkel verboden feiten bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van het Gewest, het voorkomen en het bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en in het bijzonder op het recht op eerbied voor het privéleven; dit verbod geldt bovendien voor feiten die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen zolang er geen eindbeslissing is getroffen.

Deze bepalingen zijn ook van toepassing op de gouverneur die met zijn functies is opgehouden.

De gouverneur heeft het recht om inzage te nemen van zijn persoonlijk dossier en om er een gratis afschrift van te krijgen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Oprachten*

**Art. 7.** § 1. Naast de bevoegdheden die hem bij de decreten en besluiten worden toegekend, kan de gouverneur door de Waalse Regering belast worden met andere opdrachten.

Bij elke toekenning van een bijzondere opdracht bepaalt de Waalse Regering de te bereiken doelstellingen in een opdrachtbrief.

§ 2. Uiterlijk op 31 maart richt de gouverneur de balans van de uitoefening van zijn opdrachten tijdens het afgelopen kalenderjaar aan de Waalse Regering.

§ 3. Om zijn bevoegdheden en opdrachten uit te oefenen, verlaat de gouverneur zich op de bevoegde diensten van de Waalse Regering. De modaliteiten van de betrekkingen tussen de gouverneurs en de diensten van de Waalse Regering worden bepaald in een functioneel akkoordprotocol dat bijlage 1 bij de Waalse Ambtenarencode naleeft. Er wordt een secretariaat ter beschikking gesteld van de gouverneur.

**Art. 8.** Voor een gelijkmatig beleid op het hele grondgebied wordt een strategisch comité van het Waalse gouverneurschap ingesteld, dat uit de provinciegouverneurs alsmede uit de vertegenwoordigers van de Minister bestaat.

Het comité vergadert telkens als de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen het vereisen en ten minste tien keer per jaar.



De Minister of diens afgevaardigde bepaalt de agenda en zit de zittingen voor.

Het DGO5 van de Waalse Overheidsdienst neemt het secretariaat waar.

#### HOOFDSTUK V. — *Administratieve standen en verloven*

##### TITEL I. — *De administratieve standen*

**Art. 9.** Te alle tijden bevindt de gouverneur zich in één van de volgende administratieve standen :

1° in actieve dienst;

2° non-activiteit;

3° disponibiliteit.

**Art. 10.** De gouverneur wordt voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in actieve dienst te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem, hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de Minister, in de stand van non-activiteit plaatst.

**Art. 11.** Hij wordt geacht werkelijke diensten te vervullen zolang hij zich bevindt in een administratieve stand die hem recht geeft op zijn activiteitswedde.

**Art. 12.** Behoudens andersluidende bepaling heeft de gouverneur die in actieve dienst is, recht op de wedde.

**Art. 13.** Behoudens andersluidende bepaling heeft de gouverneur die in de stand van non-activiteit is, geen recht op de wedde. Hij kan niet in non-activiteit worden gesteld of gehouden indien hij voldoet aan de vereiste voorwaarden om in ruste te worden gesteld.

**Art. 14.** De gouverneur die zonder toelating afwezig is of die zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt, is van ambtswege in de stand van non-activiteit.

**Art. 15.** De gouverneur kan in disponibiliteit worden gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid, waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

Hij ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van zijn wedde.

Het in disponibiliteit stellen mag zes maanden niet overschrijden. Na die periode wordt de gouverneur van ambtswege in non-activiteit gesteld.

##### TITEL II. — *De verloven*

###### *Afdeling 1. — Aan de verschillende soorten verloven gemene bepaling*

**Art. 16.** Vóór het nemen van elk verlof van meer dan 5 werkdagen brengt de gouverneur de Minister op de hoogte daarvan en bepaalt hem tegelijkertijd wie hem zal vervangen. Dat is ook het geval wanneer de gouverneur het grondgebied verlaat voor het vervullen van een opdracht.

###### *Afdeling 2. — Jaarlijks vakantieverlof en feestdagen*

**Art. 17.** De gouverneur heeft recht op een jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur op 30 werkdagen wordt bepaald.

Hij geniet een bijkomend jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur naar gelang van de leeftijd wordt bepaald als volgt :

1° op zestigjarige leeftijd : één werkdag;

2° op eenenzestigjarige leeftijd : twee werkdagen;

3° op tweeënzestigjarige leeftijd : drie werkdagen;

4° op drieënzestigjarige leeftijd : vier werkdagen;

5° op vierenzestigjarige leeftijd : vijf werkdagen.

**Art. 18.** Het jaarlijks vakantieverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het wordt naar keuze door de gouverneur opgenomen volgens de behoeften van de dienst.

De helft van de dagen jaarlijks vakantieverlof kan tot en met 31 december van het daaropvolgende jaar opgenomen worden. Indien vereist door de behoeften van de dienst, kan de Minister toelaten dat een hoger aantal dagen jaarlijks vakantieverlof overgedragen wordt, zonder evenwel het jaarlijks aantal verlofdagen dat de gouverneur krijgt, te overschrijden.

**Art. 19. § 1.** Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijks vakantieverlof.

Het vakantieverlof wordt evenwel in evenredige mate verminderd wanneer de gouverneur in de loop van het jaar in dienst treedt, zijn ambt neerlegt, tijdens het jaar één van de hierna genoemde verloven of afwezigheden heeft verkregen :

1° het verlof wegens palliatieve zorg;

2° de afwezigheden waarbij hij in de administratieve stand van non-activiteit is geplaatst;

3° de verloven voor verminderde prestaties, met uitzondering van de verloven voor verminderde prestaties wegens ziekte.

Indien het aldus berekende aantal verlofdagen geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de onmiddellijke hogere eenheid.

§ 2. Indien de gouverneur door de behoeften van de dienst zijn volledig jaarlijks vakantieverlof of een deel ervan niet heeft opgenomen vóór hij zijn ambt definitief neerlegt, dan heeft hij recht op een compensatietoelage waarvan het bedrag gelijk is aan de laatste activiteitswedde die overeenstemt met het aantal niet opgenomen verlofdagen.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de wedde die in aanmerking dient te worden genomen deze voor volledige prestaties.

§ 3. Het jaarlijks vakantieverlof wordt opgeschort zodra de gouverneur een verlof wegens ziekte bekomt.

§ 4. Paragraaf 1, tweede lid, geldt niet voor het bijkomend vakantieverlof bedoeld in artikel 17, tweede lid.

**Art. 20. § 1.** De gouverneur is met verlof op de feestdagen die zijn opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, evenals op 27 september, 2 november, 15 november en 26 december.

§ 2. De gouverneur die wegens de dienstbehoefte verplicht is om op één van de dagen vermeld in § 1 te werken, krijgt een recuperatieverlof dat onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof opgenomen kan worden.

§ 3. Wanneer een verlofdag bedoeld in § 1, samenvalt met een zaterdag of een zondag, krijgt de gouverneur een compensatieverlofdag die onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof opgenomen kan worden.

De gouverneur die wegens de dienstbehoeften verplicht is om op die datum te werken, krijgt een recuperatieverlof dat onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof opgenomen kan worden.

§ 4. De verloven bedoeld in de §§ 1 tot en met 3 worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Indien de gouverneur evenwel met verlof is op één van de dagen bedoeld in § 1 wegens een andere reden of indien hij in niet-activiteit is, blijft zijn administratieve stand bepaald overeenkomstig de hem geldende regelgeving.

#### *Afdeling 3. — Omstandigheidsverloven*

**Art. 21.** Voor de toepassing van dit artikel wordt de persoon van het één of andere geslacht die met de gouverneur samenleeft met de echtgenoot/-genote gelijkgesteld.

Er worden omstandigheidsverloven toegekend binnen de hierna volgende perken :

1° het huwelijk van de gouverneur : vier werkdagen;

2° het huwelijk van een kind van de gouverneur : twee werkdagen;

3° het huwelijk :

a) van een kind van de echtgenoot/-genote van de gouverneur;

b) van een broer of een zuster;

c) van een schoonbroer of een schoonzuster;

d) van de vader of van de moeder;

e) van de schoonvader of de schoonmoeder;

f) van de echtgenoot van de moeder of van de vrouw van de vader;

g) van een kleinzoon of een kleindochter;

h) van een grootvader of een grootmoeder : één werkdag;

4° het overlijden :

a) van de echtgenoot/-genote van de gouverneur,

b) van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de gouverneur,

c) van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de persoon van het één of ander geslacht die met de gouverneur samenleeft : vier werkdagen;

5° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de gouverneur verder dan de eerste graad, onder hetzelfde dak wonend : twee werkdagen;

6° het overlijden van de schoonbroer of de schoonzuster van de echtgenoot/-genote van de gouverneur, onder hetzelfde dak wonend : twee werkdagen;

7° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de gouverneur, in de tweede of derde graad, niet onder hetzelfde dak wonend : één werkdag;

8° het overlijden van de schoonbroer of de schoonzuster van de echtgenoot/-genote van de gouverneur, niet onder hetzelfde dak wonend : één werkdag;

9° de plechtige communie of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende eredienst van een kind van de gouverneur of diens echtgenoot/-genote : één werkdag;

10° de deelname van een kind van de gouverneur of diens echtgenoot/-genote aan het feest van de vrijzinnige jeugd : één werkdag;

11° priesterwijding of intreden in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een andere erkende eredienst van een kind van de gouverneur of diens echtgenoot/-genote, van een broer, een zuster, een schoonbroer, een schoonzuster van de gouverneur : één werkdag.

De verloven bedoeld in dit artikel worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

#### *Afdeling 4. — Uitzonderlijke verloven*

**Art. 22.** § 1. De gouverneur krijgt uitzonderlijk verlof wegens overmacht :

1° in geval van ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van één van de volgende personen onder hetzelfde dak wonend als hijzelf : de echtgenoot/-genote, de persoon van het één of andere geslacht met wie hij samenleeft, het kind, een bloed- of aanverwant van de persoon met wie hij samenwoont, een bloedverwant, een aanverwant, een met het oog op diens adoptie of de uitoefening van de officieuze voogdij opgevangen persoon;

2° in geval van ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van één van de volgende personen niet onder hetzelfde dak wonend als hijzelf : van een bloed- of aanverwant in de eerste graad Een doktersattest bewijst de noodzakelijke aanwezigheid van de gouverneur;

3° bij ernstige materiële schade aan zijn goeden, zoals de schade veroorzaakt aan de woning door brand of een natuurramp;

4° bij andere gebeurtenissen die na onderlinge overeenstemming tussen de gouverneur en de Minister bepaald worden en als dwingende redenen beschouwd dienen te worden.

§ 2. De duur van de verloven bedoeld in § 1, mag de tien werkdagen per jaar niet overschrijden, waarvan de eerste vier bezoldigd zijn. Voor het overige worden de verloven gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

#### *Afdeling 5. — Verloven met een filantropisch doel*

**Art. 23.** De gouverneur krijgt ten hoogste vier werkdagen verlof per jaar voor het afstaan van beenmerg. Dat verlof neemt een aanvang op de dag waarop de beenmergafstand in de verzorgingsinstelling plaatsvindt; het wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 24.** De gouverneur krijgt verlof voor het afstaan van organen of weefsels. Dit verlof wordt toegestaan voor een periode die overeenkomt met de duur van de ziekenhuisopname en van de eventueel vereiste herstelperiode alsook met de duur van de voorafgaande geneeskundige onderzoeken. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 25.** De gouverneur krijgt verlof voor bloed-, bloedplaatjes- of bloedplasmadonatie.

Het verlof heeft een duur van één dag voor de bloeddonatie en een halve dag voor bloedplaatjes- of bloedplasmadonatie. Het wordt op de dag zelf van de donatie toegekend.

*Afdeling 6. — Moederschapsbescherming*

**Art. 26.** Het bevallingsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 27.** De bezoldiging over de periode gedurende welke de gouverneur bevallingsverlof geniet, mag niet meer dan vijftien weken of zeventien weken bij meervoudige zwangerschap bestrijken.

**Art. 28.** De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten is aan de zwangerschap gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden voor het bepalen van de administratieve stand van de gouverneur veranderd in bevallingsverlof.

Dit artikel geldt eveneens indien de periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten is aan de zwangerschap gedurende de acht weken vallen die bij meervoudige geboorte vóór de zevende dag vallen welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

**Art. 29.** Wanneer de gouverneur het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt ze zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel 27 is de bezoldiging verschuldigd.

**Art. 30.** Op verzoek van de gouverneur wordt het bevallingsverlof overeenkomstig artikel 39 van de wet van 16 maart 1971, na de achtste week verlengd met een periode waarvan de duur gelijk is aan de duur van de periode waarin zij is blijven werken vanaf de zevende week vóór de werkelijke bevallingsdatum of vanaf de negende week indien er een meervoudige geboorte wordt verwacht. Bij vroegtijdige geboorte wordt die periode teruggebracht tot het aantal dagen waarin zij gewerkt heeft tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat.

Gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnatale verlof overgedragen kunnen worden, zijn :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° de dagen bedoeld in artikel 18;

3° de verloven bedoeld in de artikelen 19 en 20;

4° het verlof om dwingende reden van familiaal belang;

5° de afwezigheden wegens ziekte, de afwezigheden wegens ziekte bedoeld in artikel 28.

**Art. 31.** De gouverneur die zich in dienstactiviteit bevindt krijgt op eigen aanvraag het verlof dat zij nodig heeft om zich naar de prenatale geneeskundige onderzoeken te begeven.

Het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 32.** De gouverneur die overeenkomstig artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector van arbeid vrijgesteld is, is in verlof voor de nodige duur. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 33.** De artikelen 26 tot 28 gelden bij miskraam.

*Afdeling 7. — Vaderschapsverlof*

**Art. 34. § 1.** Indien de moeder van het kind in het ziekenhuis opgenomen wordt of overlijdt, krijgt de gouverneur op eigen aanvraag een vervangend vaderschapsverlof om het kind op te vangen.

§ 2. Wordt de moeder in het ziekenhuis opgenomen, kan hij een vervangend vaderschapsverlof krijgen tegen volgende voorwaarden :

1° het pasgeboren kind moet het ziekenhuis verlaten hebben;

2° de ziekenhuisopname van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het vervangend vaderschapsverlof kan niet vóór de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind aanvangen en eindigt op het tijdstip waarop het verblijf van de moeder in het ziekenhuis eindigt en uiterlijk op het einde van het deel van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet opgebruikt had.

De gouverneur die in aanmerking wenst te komen voor het vervangend vaderschapsverlof licht er de Minister schriftelijk over in. In zijn schriftelijke mededeling vermeldt hij de datum waarop het verlof aanvangt en de vermoedelijke duur ervan. De verlofaanvraag wordt gestaafd door een attest waarmee de duur van het verblijf van de moeder in het ziekenhuis langer dan zeven dagen die volgen op de datum van de bevalling, en de datum waarop het pasgeboren kind het ziekenhuis verlaten heeft, aangetoond worden.

§ 3. Bij overlijden van de moeder is de duur van het vervangend vaderschapsverlof gelijk aan de duur van het bevallingsverlof dat de moeder niet opgebruikt had.

De gouverneur die in aanmerking wenst te komen voor het vervangend vaderschapsverlof licht er de Minister schriftelijk over in binnen vijftien dagen na het overlijden van de moeder. In zijn schriftelijke mededeling vermeldt hij de datum waarop het vervangend vaderschapsverlof aanvangt en de vermoedelijke duur ervan.

Zo spoedig mogelijk wordt een uittreksel van de overlijdensakte van de moeder voorgelegd.

§ 4. Het vervangend vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 35. § 1.** Onverminderd artikel 30 krijgt de gouverneur op eigen aanvraag een vaderschapsverlof met een duur van vijftien werkdagen bij bevalling van de echtgenote of van de persoon waarmee hij op het tijdstip van de gebeurtenis samenwoont. Dat verlof dient binnen de maand van de geboorte te worden opgenomen of, in voorkomend geval, bij het verstrijken van het vervangend vaderschapsverlof.

Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. Hij krijgt op eigen verzoek een vaderschapsverlof met een duur van vijftien werkdagen om een kind op te vangen in het kader van adoptie. Dat verlof dient opgenomen te worden binnen de dertig dagen volgend op de inschrijving van het kind in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het verblijft als deel uitmakend van het gezin.

*Afdeling 8. — Verlof voor de opvang met het oog op adoptie*

**Art. 36.** De gouverneur krijgt verlof voor de opvang van een kind van minder dan tien jaar in zijn gezin met het oog op adoptie.

De opvang wordt bewezen door een inschrijving in de bevolkingsregisters.

Het verlof bedraagt maximum zes weken voor een kind van minder drie jaar dat wordt opgevangen en maximum vier weken in de andere gevallen.

Voor de toepassing van dit artikel worden de situatie voortvloeiend uit een gerechtelijke beslissing tot plaatsing van een minderjarige in een opvanggezin en de officieuze voogdij met adoptie gelijkgesteld.

De maximumduur van het verlof voor de opvang wordt verdubbeld indien het kind gehandicapt is en de voorwaarden vervult om in aanmerking te komen voor de kinderbijslag overeenkomstig artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders of artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

**Art. 37.** Het verlof voor de opvang wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Dat verlof mag niet gecumuleerd worden met het verlof bepaald bij artikel 35, § 2.

#### *Afdeling 9. — Ouderschapsverlof*

**Art. 38.** § 1. De ambtenaar in dienstactiviteit krijgt bij de geboorte of de adoptie van een kind een ouderschapsverlof met een maximumduur van drie maanden in het kader van de volledige loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen of met een duur van zes maanden in het kader van de halftijdse loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 102 van voormelde herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Indien het verlof opgenomen wordt ter gelegenheid van de geboorte van een kind, dient dat te gebeuren vóór het kind de leeftijd van vier jaar heeft bereikt.

Indien het verlof opgenomen wordt ter gelegenheid van de adoptie van een kind, dient dat te gebeuren vóór het kind de leeftijd van acht jaar heeft bereikt en in een periode van vier jaar die ingaat te rekenen van de inschrijving van het kind als gezinslid in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de gouverneur zijn woonplaats heeft.

Indien het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct. in de zin van de regelgeving betreffende de gezinsbijslag, wordt het bij deze paragraaf bedoelde ouderschapsverlof toegekend totdat het kind de leeftijd van acht jaar heeft bereikt.

§ 2. Het bij dit artikel bedoelde ouderschapsverlof wordt niet bezoldigd; het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

#### *Afdeling 10. — Verlof wegens ziekte*

##### *Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 39.** Voor de gehele duur van zijn loopbaan kan de gouverneur, die wegens ziekte of gebrekkigheid verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen, ziekteverlof krijgen tot maximum éénnentwintig werkdagen per twaalf maanden dienstanciënniteit. Als hij nog geen 36 maanden in dienst is, wordt zijn wedde hem niettemin gedurende 126 werkdagen gewaarborgd.

Het verlof wegens ziekte wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

**Art. 40.** § 1. De in artikel 39 bedoelde 21 dagen worden verminderd in evenredigheid met de tijdens de beschouwde periode van twaalf maanden niet verrichte prestaties, wanneer de gouverneur in de loop van die periode :

1° het verlof wegens palliatieve zorg heeft gekregen;

2° afwezig is geweest wegens ziekte, met uitzondering van het verlof bedoeld in artikel 39;

3° op non-activiteit is geplaatst met toepassing van artikel 10 van dit besluit.

§ 2. Indien het aldus berekende aantal dagen ziekteverlof geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de onmiddellijk hogere eenheid.

§ 3. Enkel de werkdagen begrepen in de periode van afwezigheid wegens ziekte worden aangerekend.

**Art. 41.** § 1. In afwijking van artikel 39 geniet de gouverneur een verlof dat zonder tijdbepaling wordt toegekend wanneer zijn ziekte veroorzaakt wordt door een arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk of een beroepsziekte.

Daarnaast worden de dagen verlof die worden toegekend ten gevolge van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk of een beroepsziekte, zelfs na de datum van consolidering, niet in overweging genomen om het aantal verlofdagen te berekenen die hij nog kan krijgen krachtens artikel 39.

§ 2. De gouverneur die bedreigd is door een beroepsziekte of door een ernstige, besmettelijke ziekte en die volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten ertoe gebracht wordt tijdelijk zijn ambt neer te leggen, wordt van ambtswege voor de noodzakelijke duur in verlof gesteld. Het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Art. 42.** De verlofdagen wegens ziekte die worden toegekend naar aanleiding van een ongeval dat door de fout van een derde veroorzaakt wordt en dat ander is dan een ongeval bedoeld in 41 worden niet in overweging genomen om het aantal verlofdagen te berekenen die de gouverneur nog kan krijgen krachtens artikel 39 tegen het percentage van de aansprakelijkheid die de derde aangerekend wordt en die als grond dient voor de wettelijke indeplaatsstelling van het Gewest of de instelling.

**Art. 43.** Voor de toepassing van artikel 23, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit tot vaststelling van de algemene principes mag de gouverneur niet definitief ongeschikt wegens ziekte worden verklaard voordat hij de som van alle verlopen waarop hij krachtens artikel 39 recht heeft, heeft opgebruikt.

**Art. 44.** De wegens ziekte afwezige gouverneur is onderworpen aan de medische controle van de door de Minister aangewezen dienst.

##### *Onderafdeling 2. — Verminderde prestaties wegens ziekte*

**Art. 45.** Als verlof worden beschouwd de afwezigheden van de gouverneur indien hij verminderde prestaties verricht overeenkomstig de artikelen 46 tot 49. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. De uurregeling wordt door de werknemer gekozen in overeenstemming met de behandelend geneesheer.

**Art. 46.** De wegens ziekte afwezige gouverneur kan de in artikel 44 bedoelde dienst erom verzoeken onderzocht te worden om zijn ambt opnieuw op te nemen tegen 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties op grond van een door zijn geneesheer verstrekt attest.

**Art. 47.** De in artikel 44 bedoelde dienst kan op eigen initiatief de wegens ziekte afwezige gouverneur onderzoeken om zijn geschiktheid tot de wederopname van zijn ambt tegen 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties te controleren.



**Art. 48.** § 1. In de in de artikelen 46 en 47 bedoelde gevallen spreekt de geneesheer die door de in artikel 44 bedoelde dienst aangewezen wordt om de gouverneur te onderzoeken, zich over diens lichamelijke geschiktheid uit om zijn ambt opnieuw op te nemen tegen 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties.

§ 2. De gouverneur kan tegen de beslissing bepaald in § 1 een beroep indienen, op de door de Minister bepaalde wijze.

**Art. 49.** De gouverneur kan zijn ambt opnieuw opnemen tegen 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximaal dertig kalenderdagen. Verlengingen kunnen evenwel worden toegekend voor een periode van maximaal dertig kalenderdagen indien de door de Minister aangewezen dienst naar aanleiding van een nieuw onderzoek oordeelt dat zijn gezondheidstoestand dat verantwoordt. Bij elk onderzoek beslist deze dienst over welke arbeidsregeling het best geschikt is

Onderafdeling 3. — Dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek

**Art. 50.** De gouverneur in dienstactiviteit krijgt op eigen aanvraag een dienstvrijstelling om een onderzoek te ondergaan voor het opsporen van kanker, glaucoom, diabetes, aids en hart- en vaatandoeningen.

De vrijstelling wordt voor een halve dag per onderzoek en per kalenderjaar toegekend.

*Afdeling 11. — Verlof wegens palliatieve zorg*

**Art. 51.** § 1. De gouverneur kan zijn loopbaan voor een duur van één maand, eventueel verlengbaar met één maand onderbreken, teneinde palliatieve zorg te verstrekken aan een persoon krachtens de bepalingen van de artikelen 100*bis* en 102*bis* van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Onder palliatieve zorg wordt verstaan elke vorm van bijstand en inzonderheid medische, sociale, administratieve en psychologische bijstand en verzorging van personen die lijden aan een ongeneeslijke ziekte en die zich in een terminale fase bevinden.

De gouverneur die om deze reden zijn loopbaan wil onderbreken brengt er de Minister van op de hoogte, voegt bij die mededeling het aanvraagformulier waarvan model en inhoud bepaald worden door het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, alsmede een attest afgeleverd door de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve zorg behoeft, zonder dat hierbij de identiteit van de patiënt wordt vermeld.

De onderbreking neemt een aanvang de eerste dag van de week volgend op de week waarin voornoemde mededeling is geschied.

§ 2. De gouverneur kan zijn loopbaan onderbreken krachtens de artikelen 100 en 102 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid tot in de tweede graad dat aan een ernstige ziekte lijdt, per al dan niet opeenvolgende periodes van minstens één maand en maximum drie maanden.

De periodes waarin hij zijn loopbaan volledig onderbreekt mogen in totaal twaalf maanden per patiënt tijdens de loopbaan niet overschrijden.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt als gezinslid beschouwd, elke persoon die met de gouverneur samenwoont en als familielid, zowel de bloed- als de aanverwanten.

Onder ernstige ziekte dient elke ziekte of medische interventie te worden verstaan die als dusdanig wordt beschouwd door de behandelende geneesheer en waarvoor laatstgenoemde van mening is dat elke vorm van maatschappelijke, gezins- of mentale bijstand voor het herstel noodzakelijk is.

De gouverneur die zijn loopbaan wil onderbreken voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid dat aan een ernstige ziekte lijdt, licht er de Minister over in, voegt bij die mededeling een attest van de behandelend geneesheer van dat gezins- of familielid dat ernstig ziek is en aan de hand waarvan vastgesteld wordt dat hij zich bereid heeft verklaard de ernstig zieke persoon bij te staan of te verzorgen.

De onderbreking neemt een aanvang de eerste dag van de week volgend op de week waarin voornoemde mededeling is geschied.

**Art. 52.** Indien de gouverneur geen recht heeft op onderbrekingsuitkeringen als gevolg van een beslissing van de directeur van het werkloosheidsbureau of afziet van deze uitkeringen, wordt de loopbaanonderbreking omgezet in non-activiteit.

Het eerste lid geldt niet voor de gouverneur die afziet van de onderbrekingsuitkeringen omdat de uitkeringen overeenkomstig de koninklijke besluiten nrs. 415, 416 en 418 van 16 juli 1986 niet verenigbaar zijn met het genot van een pensioen.

**Art. 53.** Het verlof wegens loopbaanonderbreking wordt niet bezoldigd en voor het overige wordt het evenwel gelijkgesteld met dienstactiviteit.

**Art. 54.** Op eigen aanvraag kan de gouverneur zijn ambt opnieuw opnemen vooraleer de periode van loopbaanonderbreking verlopen is mits de toestemming van de Minister.

HOOFDSTUK VI. — *Vrijwillig ontslag, ontslag van ambtswege en opruststelling*

**Art. 55.** § 1. De gouverneur kan zijn ontslag vrijwillig indienen.

Hij brengt er de Minister per aangetekend schrijven van op de hoogte.

§ 2. Het ontslag wordt definitief wanneer de Waalse Regering het aanvaardt.

**Art. 56.** De gouverneur wordt van ambtswege in ruste gesteld en mag zijn rechten op pensioen op de leeftijd van 65 jaar laten gelden. De vóór de inwerkingtreding van dit besluit benoemde gouverneur behoudt persoonlijk de mogelijkheid om zijn activiteiten tot de leeftijd van 67 jaar uit te oefenen.

**Art. 57.** De Regering kan van ambtswege door de Waalse Regering uit zijn ambt worden ontheven bij behoorlijk vastgestelde ernstige tekortkoming. De beslissing is met redenen omkleed en kan slechts worden genomen nadat de betrokkene in staat is zijn verdedigingsmiddelen voor te stellen.

HOODSTUK VII. — *Wedde, uitkeringen en vergoedingen*

TITEL I. — *De wedde*

**Art. 58.** De jaarlijkse wedde van de gouverneur is een vast bedrag dat zich op 69.107,49 euro beloopt.

**Art. 59.** De maandwedde is gelijk aan 1/12e van de wedde.

De wedde van de maand waarin de gouverneur in ruste wordt gesteld of overlijdt, wordt in zijn geheel uitbetaald.

**Art. 60.** De maandelijksse wedde wordt uitbetaald na de verstreken termijn, uiterlijk op de laatste werkdag van elke maand.



**Art. 61.** Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Als het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder bedraagt, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Als het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien bedraagt, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

**Art. 62.** De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regels voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

De wedde wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

## TITEL II. — *De uitkeringen*

### *Afdeling 1. — Vakantiegeld*

**Art. 63.** De gouverneur komt elk jaar in aanmerking voor een vakantiegeld.

**Art. 64.** Voor de toepassing van deze afdeling verstaat men onder :

1° "volledige prestaties" : de prestaties waarvan de werktijdregeling overeenstemt met een normale voltijdse betrekking;

2° "referentiejaar" : het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de vakantie wordt toegekend;

3° "jaarsalaris" : de wedde, de vergoeding of de toelage die de wedde vervangt.

**Art. 65.** Voor volledige prestaties die gedurende het hele referentiejaar werden verricht, is het vakantiegeld gelijk aan 92 % van één twaalfde van het(de) jaarsalaris(sen), verbonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, die het(de) salaris(sen) verschuldigd voor de maand maart van het vakantiejaar bepaalt(bepalen).

**Art. 66.** Voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld komen de periodes in aanmerking gedurende welke de gouverneur tijdens het referentiejaar :

1° het jaarsalaris geheel of gedeeltelijk heeft genoten;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsuitoefening heeft geschorst wegens verplichtingen ingevolge de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of ingevolge de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchttredenen;

3° afwezig was wegens ouderschapsverlof;

4° afwezig was wegens verlof, toegekend met het oog op de moederschapsbescherming, zoals bepaald in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971;

5° vrijgesteld werd van het werk overeenkomstig artikel 18, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

**Art. 67.** Onverminderd artikel 64, 2° en 3°, en als de gouverneur niet gedurende het hele referentiejaar volledige prestaties heeft verricht, wordt het vakantiegeld vastgesteld als volgt :

a) één twaalfde van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een volledige maand beslaat;

b) één dertigste van het maandbedrag per kalenderdag als de prestaties geen volledige maand beslaan.

**Art. 68.** § 1. Het vakantiegeld wordt uitbetaald in de loop van de maand mei.

§ 2. In afwijking van de bepaling van § 1, wordt het vakantiegeld uitbetaald tijdens de maand die volgt op de datum van de pensionering, van het overlijden of het ontslag van de gouverneur.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt bij de berekening van het vakantiegeld rekening gehouden met het forfaitaire bedrag, het percentage en de eventuele inhouding, die op de datum in kwestie van kracht zijn. Het percentage wordt toegepast op het jaarsalaris dat als basis dient voor de berekening van het salaris dat de gouverneur op die datum geniet.

Als de gouverneur op die datum geen verminderd salaris geniet, dan wordt het percentage berekend op het(de) salaris(sen) dat(die) hem verschuldigd zou(den) zijn geweest.

### *Afdeling 2. — Eindejaarstoelage*

**Art. 69.** De gouverneur heeft recht op een eindejaarstoelage.

**Art. 70.** Voor de toepassing van deze afdeling verstaat men onder :

1° "bezoldiging" : iedere wedde, of in plaats daarvan gestelde vergoeding, rekening gehouden met de vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen;

2° "volledige prestaties" : de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

3° "referentieperiode" : de periode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar.

**Art. 71.** § 1. De gouverneur bekomt het volledig genot van het bedrag van de eindejaarstoelage indien hij het volledig voordeel van zijn bezoldiging heeft genoten tijdens de hele duur van de referentieperiode.

§ 2. Wanneer hij niet het volledig voordeel van de in § 1 bedoelde bezoldiging heeft genoten, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rata van de bezoldiging die hij werkelijk heeft ontvangen.

§ 3. Wanneer de gouverneur tijdens de referentieperiode met ouderschapsverlof was, niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens de verplichtingen hem opgelegd bij de militiewetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1960, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchttredenen, worden deze periodes gelijkgesteld met periodes tijdens welke hij het volledig voordeel van zijn bezoldiging heeft genoten.

**Art. 72.** § 1. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair en een veranderlijk gedeelte.

§ 2. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt berekend als volgt :

1° het forfaitaire gedeelte : het bedrag van het forfaitaire gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar, en de teller aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het betrokken jaar. Het verkregen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen;

2° het veranderlijke gedeelte : het veranderlijke gedeelte bedraagt 2,5 % van de jaarlijkse bruto bezoldiging die als basis werd gebruikt voor de berekening van de bezoldiging die aan de gerechtigde moet worden uitbetaald voor de maand oktober van het betrokken jaar.

§ 3. Indien de belanghebbende zijn bezoldiging niet heeft genoten voor de maand oktober van het betrokken jaar, is de jaarlijkse brutobezoldiging die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het veranderlijke gedeelte van de toelage, degene die als basis zou gebruikt zijn om zijn beloning voor die maand te berekenen, indien die verschuldigd zou zijn geweest.

**Art. 73.** De eindejaarstoelage is onderworpen aan de voorziene inhoudingen, overeenkomstig de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

**Art. 74.** De eindejaarstoelage wordt in één keer vereffend en uitbetaald tussen 1 en 15 december van het betrokken jaar.

### TITEL III. — *De uitkeringen*

#### *Afdeling 1. — Representatievergoeding*

**Art. 75.** § 1. De gouverneur geniet een forfaitaire vergoeding voor representatiekosten ten belope van 7.500 euro per jaar.

Deze vergoeding wordt maandelijks in twaalfden na het verstrijken van de maand betaald op hetzelfde moment als de wedde.

Deze vergoeding wordt op dezelfde wijze als de wedde geïndexeerd.

§ 2. Voor de andere opdrachten dan die bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, dient de gouverneur tijdens de opdracht een maandelijks afrekening van de werkelijke aangegane kosten in samen met alle nodige bewijsstukken. Als de uitvoering van de opdrachtbrief verplaatsingen in het buitenland impliceert, zijn de toelaatbare kosten die bedoeld in de artikelen 9 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2000 houdende organisatie van dienststreizen naar het buitenland.

#### *Afdeling 2. — Residentievergoeding*

**Art. 76.** § 1. Als de Waalse Regering hem geen officiële residentie ter beschikking stelt, of als hij bij zijn benoeming laat weten dat hij een afstand doet van zijn officiële residentie, krijgt de gouverneur een forfaitaire residentievergoeding van 1.239,47 euro per maand.

§ 2. Deze vergoeding is een forfaitaire tegemoetkoming voor het dekken van alle kosten die voortvloeien uit het gebruik van zijn privéwoningplaats voor de uitoefening van zijn functies.

Deze vergoeding wordt op dezelfde wijze als de wedde geïndexeerd en wordt maandelijks na het verstrijken van de maand betaald op hetzelfde moment als laatstgenoemde.

#### *Afdeling 3. — Vergoeding voor begrafeniskosten*

**Art. 77.** Wanneer de gouverneur overlijdt, ontvangt zijn niet uit de echt gescheiden noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot of ontvangen zijn erfgenamen in rechte lijn als er geen echtgenoot is, als compensatie voor de begrafeniskosten een vergoeding. Die stemt overeen met het maandelijks bedrag van de laatste bruto-activiteitsbezoldiging van de gouverneur.

De vergoeding mag het twaalfde niet overschrijden van het bedrag vastgesteld bij toepassing van artikel 39, eerste, derde en vierde lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

**Art. 78.** Bij ontstentenis van de in artikel 77 bedoelde rechthebbenden, mag de vergoeding worden uitgekeerd ten bate van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die bewijst dat hij de begrafeniskosten heeft betaald. In dit geval is de vergoeding gelijk aan de werkelijke gemaakte kosten zonder dat zij evenwel meer mag belopen dan het hierboven vermelde bedrag ten gunste van de echtgenoot of de erfgenamen in rechte lijn bepaald.

**Art. 79.** Deze vergoeding mag met soortgelijke krachtens andere bepalingen toegekende vergoedingen, slechts voor het bij artikel 77 bedoelde bedrag worden samengevoegd.

#### HOOFDSTUK VIII — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 80.** Opgeheven worden voor het Waalse Gewest :

— het koninklijk besluit van 16 februari 1937 betreffende de opruststelling van de provinciegouverneurs en arrondissementscommissarissen wat betreft de bepalingen betreffende de provinciegouverneurs;

— het koninklijk besluit van 10 december 1970 betreffende de forfaitaire voor representatiekosten van de provinciegouverneurs, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2001;

— het koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende toekenning van een forfaitaire residentievergoeding aan sommige commissarissen van de federale regering;

— het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden en de specifieke functies van het Ministerie van Binnenlandse Aangelegenheden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2001 voor wat betreft de bepalingen betreffende de provinciegouverneur.

**Art. 81.** De gouverneur die voor de inwerkingtreding van dit besluit enige andere woonstregeling genoot dan bedoeld in artikel 76 van dit besluit kan daarvan verder blijven genieten.

**Art. 82.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekend gemaakt wordt, met uitzondering van artikel 5, § 6, dat zes maanden na laatstgenoemde bekendmaking in werking treedt.

**Art. 83.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD